CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE

Bruxelles, le 11 novembre 2002 (15.11)

13779/02

PESC 446
COARM 14

NOTE DE TRANSMISSION

du:	Secrétariat
aux:	délégations
Objet:	Quatrième rapport annuel établi en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements

Les délégations trouveront ci-joint le texte du quatrième rapport annuel établi en application du point 8 du dispositif du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements, tel qu'il a été mis au point par le Groupe "Exportation d'armes conventionnelles" (COARM) le 15 octobre 2002.

QUATRIEME RAPPORT ANNUEL ETABLI EN APPLICATION DU POINT 8 DU DISPOSITIF DU CODE DE CONDUITE DE L'UNION EUROPÉENNE EN MATIÈRE D'EXPORTATION D'ARMEMENTS

INTRODUCTION

Le Code de conduite européen en matière d'exportation d'armements, adopté le 8 juin 1998, établit des normes minimales élevées en matière de gestion et de modération dans le domaine des transferts d'armes conventionnelles par tous les États membres de l'Union européenne. Le code prévoit huit critères applicables à l'exportation d'armes conventionnelles et une procédure de notification de refus d'autorisation contraignant un État membre à engager des consultations sur une autorisation qu'il pourrait accorder bien qu'elle ait été refusée par un autre État membre.

Conformément au point 8 du dispositif, le code doit faire chaque année l'objet d'un bilan annuel portant sur sa mise en œuvre et l'identification de toute amélioration qui serait nécessaire. Le présent document constitue le quatrième rapport annuel et dresse le bilan de la quatrième année d'application du code.

Les décisions prises par les États membres sur des pratiques relatives au code de conduite et à son application par les États membres figurent dans les rapports annuels ultérieurs. La somme de ces décisions s'accroît avec chaque rapport. Par souci de transparence, il a donc été décidé de publier un recueil des pratiques convenues, qui regroupe systématiquement toutes les décisions. Ce recueil, associé au code proprement dit présente de manière exhaustive le code et la façon dont il est appliqué par les États membres. Ce recueil, qui figure en annexe au présent rapport, sera mis à jour chaque fois qu'un nouveau rapport sera élaboré.

I. BILAN DE LA QUATRIEME ANNEE DE FONCTIONNEMENT DU CODE

Au cours de sa quatrième année de fonctionnement, le Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements a consolidé sa position en tant que régime international de contrôle des exportations d'armements le plus complet, garantissant un degré élevé de transparence – au plan tant interne qu'externe –, de dialogue, de respect des notifications de refus et de dynamisme.

Les objectifs prioritaires identifiés dans les rapports précédents ont été atteints. Toutefois, de nombreuses questions ne sont pas réglées une fois pour toutes, mais font l'objet d'un dialogue permanent sur les moyens d'encourager le sens des responsabilités en matière de transferts d'armements.

Lors de l'adoption du troisième rapport annuel, il a été estimé que, bien que les éléments fondamentaux d'une approche commune en ce qui concerne le contrôle des exportations d'armements conventionnels par les États membres de l'Union européenne soient en place, beaucoup restait encore à faire. Il fallait également entamer des travaux dans certains domaines qui n'avaient pas été abordés par le passé.

Cela ressort d'ailleurs de l'exposé des motifs de la Commission des affaires étrangères, des droits de l'homme, de la sécurité commune et de la politique de défense du Parlement européen concernant le troisième rapport annuel du Conseil sur le code de conduite (doc. A5-0286/2002 du Parlement européen). Ce rapport reconnaît que le rapport annuel révèle dans quelle mesure le code de conduite porte en lui une dynamique qui lui est propre, et note que des progrès sont réalisés dans des domaines considérés par le Parlement comme importants, mais il conclut que "beaucoup a déjà été fait mais il reste encore beaucoup à faire".

Plus particulièrement, l'augmentation sensible du nombre des refus notifiés et des consultations a entraîné la constitution d'un corpus important d'informations qui témoigne d'une confiance croissante en cet instrument. Les procédures uniques de notification et de consultation prévues par le code et l'échange permanent de vues entre États membres sur des aspects des politiques nationales en matière d'exportation, notamment des politiques relatives aux exportations à destination de régions ou de pays spécifiques, contribuent de manière décisive à la transparence, au dialogue et à la convergence entre les États membres dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles.

Le dialogue a lieu non seulement entre les États membres, mais aussi au cours de réunions de la troïka dans le cadre du dialogue politique entre l'UE et les pays candidats et d'autres pays tiers ainsi que par le biais de la participation des États membres de l'UE à d'autres enceintes internationales et multilatérales.

Le dialogue avec les pays tiers qui se sont alignés sur les principes du code, en particulier les pays associés d'Europe centrale et orientale, ainsi que Chypre, Malte et la Turquie, s'est accéléré au cours de la quatrième année du fait de nouvelles initiatives visant à améliorer l'application du code dans ces pays tant au niveau législatif que pour ce qui est de sa mise en œuvre effective par les acteurs concernés. Des réunions d'experts ad hoc de tous les États membres et pays associés se tiennent désormais régulièrement.

Le 9 mai 2002, la République de Croatie s'est alignée sur le code en annonçant qu'elle acceptait les principes qu'il contient.

Une réunion de la présidence et de la Commission avec les États-Unis, à laquelle assistait un certain nombre d'État membres de l'UE, a eu lieu en juin 2002 sur le thème de l'assistance en matière de contrôle des exportations, notamment dans le domaine des exportations d'armements.

Les États membres sont désormais conscients de la nécessité croissante d'empêcher que les armements ne tombent entre les mains de terroristes et ont soutenu l'inclusion d'une clause relative au terrorisme dans les "éléments initiaux" ("Initial Elements") de l'Arrangement de Wassenaar, auquel tous les États membres de l'UE sont parties. Cette clause a été adoptée lors de la séance plénière de l'Arrangement de Wassenaar qui s'est tenue en décembre 2001. Les États membres de l'UE ont contribué aux travaux qui ont été entrepris par la suite sur cette question dans le cadre de l'arrangement.

Les deux parties du rapport qui suivent concernent des travaux réalisés sur des questions spécifiques traitées par les États membres au cours de la quatrième année de fonctionnement du code. Les décisions mentionnées dans ces sections figurent également dans le recueil des pratiques convenues (cf. annexe I).

II. ETAT DE LA MISE EN ŒUVRE DES ACTIONS PRIORITAIRES IDENTIFIEES DANS LE TROISIEME RAPPORT ANNUEL

Harmonisation des rapports nationaux

Les procédures d'établissement des rapports varient selon les États membres et ne produisent pas nécessairement des données statistiques comparables. Des efforts considérables ont donc été entrepris pour que les rapports nationaux soient établis de manière uniforme, ce qui permet une plus grande transparence et une meilleure comparabilité des données provenant des différents États membres. Étant donné que la modification des procédures d'établissement des rapports pourrait demander un temps considérable, il est important d'établir un ensemble de critères uniformes pouvant être appliqués par tous les États membres. Il reste encore du travail à accomplir pour y parvenir, mais des progrès importants ont été réalisés puisque tant la portée des données que leur comparabilité ont été améliorées.

Les États membres sont convenus que le rapport destiné au public contiendrait, pour autant qu'elles soient disponibles, les données, ventilées par pays destinataire, relatives au nombre et à la valeur des licences accordées et à la valeur des exportations effectives. Dans ce rapport figureront également le nombre total de refus émis par chaque État membre et le nombre total de refus émis par tous les États membres pour chaque pays destinataire, ainsi que les critères retenus pour motiver les refus et le nombre de fois où ils ont été invoqués (cf. annexe II).

Contrôle des exportations d'équipements non militaires de sécurité et de police

Le groupe COARM a poursuivi l'examen de cette question tout au long de l'année. La Commission a fait part de son intention de présenter une proposition de règlement communautaire couvrant ce type d'articles et a présenté ses premières idées sur la structure et le contenu de cette proposition, qui interdirait complètement les équipements utilisés uniquement à des fins de torture et introduirait un contrôle strict des équipements pouvant être utilisés à des fins de répression interne. Le groupe COARM continuera à suivre cette question.

Courtage en armements

Dans le cadre du groupe COARM, les États membres ont collecté des données pertinentes concernant le contrôle du courtage en armements dans leur législation nationale et les ont examinées. Plusieurs États membres imposent d'ores et déjà un contrôle du courtage et d'autres sont en train de l'introduire. Les États membres ont examiné des moyens de renforcer l'engagement politique de contrôler le courtage en armements dans les États membres et dans un cadre plus large. Un projet de position commune sur le contrôle du courtage en armements a été présenté par la présidence espagnole et est actuellement à l'examen.

Certificats d'utilisation finale

Les États membres ont adopté un ensemble commun d'éléments essentiels qui devraient figurer dans un certificat de destination finale lorsqu'il est exigé par un État membre, en ce qui concerne l'exportation de biens figurant sur la liste commune des équipements militaires. Ils ont aussi identifié une série supplémentaire d'éléments qui pourraient être également nécessaires en vertu de leur législation nationale.

Les éléments ci-après constituent les informations minimales qui doivent figurer dans un certificat d'utilisation finale.

- coordonnées de l'exportateur (au moins nom, adresse et raison sociale),
- coordonnées de l'utilisateur final (au moins nom, adresse et raison sociale). Dans le cas d'une exportation destinée à une entreprise qui revend les biens sur le marché local, cette entreprise sera considérée comme l'utilisateur final,
- pays de destination finale,
- description des biens exportés (type, caractéristiques) ou référence au contrat conclu avec les autorités du pays de destination finale,
- quantité et/ou valeur des biens exportés,
- signature, nom et position de l'utilisateur final,
- date du certificat d'utilisation finale,
- clause d'utilisation finale et/ou de non-réexportation.

En outre, conformément à leur législation nationale, les États membres peuvent exiger, notamment:

- une clause interdisant la réexportation des biens concernés par le certificat d'utilisation finale. Une telle clause pourrait, notamment:

- prévoir l'interdiction pure et simple de toute réexportation,
- prévoir qu'une réexportation doit faire l'objet d'un accord écrit des autorités du pays exportateur initial,
- permettre la réexportation sans autorisation préalable des autorités du pays exportateur à destination de certains pays mentionnés dans le certificat d'utilisation finale,
- l'indication de l'utilisation finale des biens,
- l'engagement, le cas échéant, que les biens exportés ne seront pas utilisés à des fins autres que celles déclarées,
- l'engagement, le cas échéant, que les biens ne seront pas utilisés pour mettre au point, produire ou utiliser des armes chimiques, biologiques ou nucléaires ou des missiles vecteurs de telles armes,
- les coordonnées complètes, le cas échéant, de l'intermédiaire,
- si le certificat d'utilisation finale est délivré par les autorités du pays de destination des biens, son authenticité sera vérifiée par les autorités du pays exportateur qui contrôleront l'authenticité de la signature et vérifieront que le signataire est habilité à prendre des engagements au nom de ses autorités (2002).

Production de biens militaires sous licence

Les États membres sont convenus que, lors de l'examen d'une demande de licence pour l'exportation d'une technologie ou de biens contrôlés à des fins de production à l'étranger d'équipements figurant sur la liste commune des équipements militaires, il sera tenu compte de l'utilisation potentielle du produit fini dans le pays de production et du risque que ce produit fini soit détourné ou exporté pour le compte d'un utilisateur final non souhaité.

Promouvoir les principes et critères énoncés dans le code auprès des pays non membres et des organisations internationales

Le code de conduite a été un thème central de toutes les consultations qui ont été menées dans le cadre du dialogue politique avec des États non membres. Des consultations sont en cours avec les États-Unis sur la façon d'assurer le suivi de la déclaration, faite en décembre 2000 par l'Union européenne et les États-Unis, sur les responsabilité des États et la transparence dans le domaine des exportations d'armements.

Participation des pays associés aux notifications de refus

Les États membres sont convenus de partager de manière collective les informations sur les refus avec les pays associés et d'encourager ces pays à informer à leur tour les États membres de leurs refus. Ces informations seront transmises par l'intermédiaire de la présidence et comporteront les précisions suivantes: pays de destination, brève description des équipements et classification des articles selon la liste commune des équipements militaires, classification de l'utilisateur final (organisme public ou privé) et motifs du refus (critères du code de conduite de l'UE).

III. AUTRES QUESTIONS TRAITEES PAR LE GROUPE COARM ET AYANT TRAIT À LA MISE EN ŒUVRE DU CODE DE CONDUITE

Les États membres ont maintenu leurs efforts visant à moderniser les pratiques liées au code de conduite dans les domaines ci-après.

Liste commune des équipements militaires appliquée par l'UE

Le groupe COARM est convenu que les présidences devraient convoquer périodiquement des réunions spéciales (au niveau des experts) pour décider de la mise à jour éventuelle de la liste commune de l'UE afin de tenir compte de modifications de la liste de l'Arrangement de Wassenaar, de coordonner les positions des États membres et d'adopter d'éventuelles propositions communes en vue d'apporter des modifications à la liste de l'Arrangement de Wassenaar.

Transit

Dans les cas où les États membres exigent une licence pour le transit ou le transbordement d'un bien figurant sur la liste commune de l'Union européenne, les États membres devraient dûment tenir compte des critères du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements lorsqu'ils statuent sur une demande de licence de ce type.

IV. ORIENTATIONS DEVANT ÊTRE PRIVILÉGIÉES DANS LE PROCHE AVENIR

La pratique entamée dans les trois premiers rapports annuels consiste désormais à identifier un certain nombre d'orientations sur les sujets devant faire l'objet de décisions ou de réflexions dans un proche avenir, ce qui permet aussi aux États Membres ainsi qu'aux interlocuteurs à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union européenne de vérifier et de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre du code.

Les États membres ont donc identifié les orientations suivantes:

1. Poursuivre les efforts visant à obtenir davantage d'harmonisation dans les rapports nationaux, et par conséquent davantage de transparence et de clarté dans le tableau synthétique.

2. Parvenir rapidement à l'adoption définitive d'un système de contrôle des exportations de biens non militaires de sécurité et de police.

3. Poursuivre les travaux dans le domaine du courtage d'armements sur base des lignes directrices déjà approuvées, en vue de l'adoption d'une position commune sur ce sujet. Promouvoir la réglementation du courtage d'armements dans les enceintes appropriées.

4. Poursuivre les travaux visant à normaliser les informations qui doivent figurer dans les certificats de destination finale.

5. Poursuivre les travaux sur les questions liées à la production sous licence dans les États tiers.

6. Déterminer la meilleure façon, pour les autorités de chaque État membre, de contrôler les transferts électroniques de logiciels et de technologies associés aux biens figurant sur la liste commune.

7. Poursuivre les efforts qui sont accomplis auprès des pays tiers et des organisations internationales pour promouvoir les principes et les critères du code.

8. Œuvrer pour parvenir à une participation accrue des pays candidats à la mise en œuvre du code de conduite et fournir une assistance pratique à cet effet, notamment en partageant les informations relatives aux refus.

9. Envisager des mesures pratiques pour améliorer la mise en œuvre du mécanisme de refus et de consultation dans le processus de prise de décision au niveau national, en tenant compte des expériences des États membres et des problèmes posés par l'augmentation du volume des refus traités par les États membres.

_____

ANNEXE I

Recueil des pratiques convenues par les États membres dans le cadre du code de conduite

I. Introduction

Depuis l'adoption du code de conduite en 1998, les États membres de l'Union européenne ont adopté un certain nombre de pratiques liées au code et à son dispositif en vue de clarifier, de préciser et parfois d'élargir la portée des principes et du dispositif du code.

Ces pratiques ont figuré dans les rapports annuels sur le fonctionnement du code de conduite établis par les États membres. Le présent recueil les regroupe de manière systématique et sera mis à jour et publié une fois par an, en annexe au rapport annuel. Ce recueil, associé au code proprement dit, présente de manière transparente et exhaustive le code de conduite et la façon dont il est appliqué par les États membres.

Ce recueil est divisé en deux parties. La première porte sur les pratiques générales liées au fonctionnement du code, la seconde concerne des pratiques liées à des points précis du dispositif du code. L'année de publication dans un rapport annuel est indiquée entre crochets. Le recueil ne porte pas sur les questions en cours de discussion ou définies comme prioritaires en vue de discussions ultérieures.

II. Pratiques générales liées au fonctionnement du code de conduite

1. Exportation d'équipements utilisés dans le cadre d'opérations humanitaires

Le groupe COARM a débattu de la question de savoir dans quelle mesure il est souhaitable d'autoriser l'exportation d'équipements soumis à un contrôle lorsqu'ils sont destinés à des fins humanitaires alors que cette exportation serait normalement refusée sur la base du code de conduite. Dans certaines régions, après un conflit, certains types d'équipements soumis à un contrôle peuvent contribuer de manière importante à assurer la sécurité de la population civile et à faciliter la reconstruction économique. Les États membres ont conclu que ce type d'exportations n'était pas incompatible avec le code de conduite de l'UE. Ces exportations, à l'instar de toutes les autres, doivent être examinées au cas par cas, en tenant pleinement compte des critères énoncés dans le code. Les États membres exigeront des garanties adéquates pour éviter l'utilisation à mauvais escient des équipements concernés et, le cas échéant, prévoiront des dispositions en vue du rapatriement de ces équipements. (2001)

2. Contrôle du courtage en armements

Dans le cadre de la mise en œuvre du code de conduite, la question du courtage en armements a été abordée et discutée à plusieurs reprises au sein du groupe COARM. Conformément à l'intention exprimée dans le deuxième rapport annuel, les États Membres ont poursuivi et approfondi leurs discussions sur les modalités suivant lesquelles les activités de courtage en armements doivent être contrôlées. À cette fin, ils se sont mis d'accord sur une série de lignes directrices pour le contrôle du courtage dont pourront s'inspirer les législations nationales.

Il y a lieu d'empêcher les résidents et les entités au sein de l'UE de se livrer à des activités de transfert d'armements contournant les embargos décrétés au niveau national ou par l'Union européenne, les Nations Unies ou l'OSCE, ou les critères d'exportation du code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements; par ailleurs, il est souhaitable de mettre en place les instruments nécessaires d'échange d'informations sur les activités de courtage tant licites qu'illicites, ce qui renforcerait la coopération au sein de l'UE visant à prévenir et à combattre le trafic d'armes. Les États membres sont donc convenus qu'il y a lieu de soumettre à un contrôle les courtiers en armements résidant ou établis sur le territoire de l'UE et/ou les activités de courtage qui sont entreprises sur le territoire des États membres. Ce contrôle devrait couvrir les activités des personnes et entités qui, en qualité de représentants, de concessionnaires ou de courtiers, négocient ou organisent des transactions incluant le transfert d'armements et d'équipement militaire entre des pays étrangers. Ces mesures établissent également un cadre clair dans lequel peuvent s'exercer les activités de courtage licites.

Afin d'éviter les failles résultant de la disparité des approches nationales et de faciliter les travaux des États membres souhaitant mettre au point ou développer une réglementation nationale, certaines propositions relatives au contrôle des courtiers en armements ont été évaluées. Les conclusions à cet égard figurent ci-après.

Pour ce qui concerne les transactions où interviennent des activités d'achat et de vente (le courtier en armements devient légalement propriétaire d'armements ou d'équipements militaires) ou d'intermédiaire (le courtier n'acquiert pas lui-même le matériel), une licence ou une autorisation écrite devrait être délivrée par les autorités compétentes de l'État membre où les activités de courtage ont lieu ou où les courtiers résident ou sont légalement établis. Les demandes de licence ou d'autorisation devraient être examinées au cas par cas au regard des critères du code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements.

En outre, les États membres devraient sérieusement envisager la constitution de registres où seraient inscrits les courtiers ou l'obligation pour ceux-ci d'obtenir une autorisation écrite des autorités compétentes de l'État membre dans lequel ils résident ou sont établis. Il conviendra, au moment d'examiner une demande d'autorisation en vue d'exercer une activité de courtage, de tenir compte des éventuels antécédents en matière de participation à des activités illicites. Un tel système de registre ou d'autorisation ne devrait pas être interprété comme une quelconque approbation officielle des activités de courtage, ce qui ressort du reste clairement du maintien d'un système de licences individuelles ou globales autorisant des transactions.

Les contrôles prévus par la loi dans ce domaine important devraient être assortis de sanctions effectives. Les États membres pourraient échanger des informations sur la législation, les courtiers enregistrés et les courtiers ayant des antécédents de participation avérée à des activités illicites et poursuivre les discussions en la matière au sein du groupe COARM, afin de définir plus précisément, entre autres, d'éventuels critères d'évaluation des demandes d'enregistrement en qualité de courtier ou d'autorisation d'exercer une activité de courtage. (2001)

Dans le cadre du groupe COARM, les États membres ont collecté des données pertinentes concernant le contrôle du courtage en armements dans leur législation nationale et les ont examinées. Plusieurs États membres imposent d'ores et déjà un contrôle du courtage et d'autres sont en train de l'introduire. Les États membres ont examiné des moyens de renforcer l'engagement politique de contrôler le courtage en armements dans les États membres et dans un cadre plus large. Un projet de position commune sur le contrôle du courtage en armements a été présenté par la présidence espagnole et est actuellement à l'examen. (2002)

3. Transferts immatériels de technologie

Le groupe COARM a reconnu qu'il importe d'envisager de soumettre à un contrôle effectif, par des autorités, les transferts électroniques de logiciels et de technologies associés aux biens figurant sur la liste commune, ce qui est déjà le cas dans certains États membres. Il a convenu de poursuivre l'examen de cette question en tenant compte des travaux réalisés dans le domaine des biens à double usage. (2001)

4. Transit

Dans les cas où les États membres exigent une licence pour le transit ou le transbordement d'un bien figurant sur la liste commune de l'Union européenne, les États membres devraient dûment tenir compte des critères du Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements lorsqu'ils statuent sur une demande de licence de ce type. (2002)

5. Production de biens militaires sous licence

Préoccupés par les conséquences qu'ont les flux incontrôlés et l'accumulation déstabilisatrice d'armements et d'autres équipements militaires, ainsi que par la prolifération de la technologie et des moyens de production de ces équipements, l'UE a adopté des mesures pour consolider et renforcer les contrôles des exportations d'armements, promouvoir la coopération internationale dans ce domaine, notamment en vue de contribuer à la prévention des conflits. À cet égard, l'UE reconnaît la responsabilité particulière des États exportateurs d'armements. Rappelant le Code de conduite de l'UE en matière d'exportation d'armements du 8 juin 1998, les États membres sont convenus que, lors de l'examen d'une demande de licence pour l'exportation d'une technologie ou de biens contrôlés à des fins de production à l'étranger d'équipements figurant sur la liste commune des équipements militaires, il sera tenu compte de l'utilisation potentielle du produit fini dans le pays de production et du risque que ce produit fini soit détourné ou exporté pour le compte d'un utilisateur final non souhaité. (2002)

III. Pratiques liées au dispositif du Code de conduite

Point 3 du dispositif

Les États membres de l'UE diffuseront, par la voie diplomatique, des précisions sur les autorisations refusées conformément au code de conduite pour des équipements militaires, en indiquant les motifs du refus. Les précisions à communiquer sont exposées sous la forme d'un projet de formulaire figurant à l'annexe A. Avant qu'un État membre n'accorde une autorisation pour une transaction globalement identique à celle qui a été refusée par un ou plusieurs autres États membres au cours des trois dernières années, il consultera ce(s) dernier(s) au préalable. Si, après consultation, l'État membre décide néanmoins d'accorder une autorisation, il en informera l'État membre ou les États membres ayant refusé l'exportation, en fournissant une argumentation détaillée. La décision de transférer ou de refuser le transfert d'un élément d'un équipement militaire sera laissée à l'appréciation nationale de chaque État membre. Par "refus d'autorisation", on entend le refus par un État membre d'autoriser la vente effective ou l'exportation physique de l'élément de l'équipement militaire concerné, faute de quoi une vente serait normalement intervenue ou le contrat correspondant aurait été conclu. À cette fin, les refus susceptibles d'être notifiés peuvent, selon les procédures nationales, comprendre le refus d'autoriser que des négociations soient entamées ou une réponse négative à une demande d'enquête officielle préalable concernant une commande particulière.

1. Notifications de refus et consultations

Un numéro de série identifiant le pays d'origine ainsi que le numéro du refus seront ajoutés aux notifications de refus (assortis du sigle communautaire désignant l'État membre concerné et de l'indication de l'année).

Les refus qui sont encore susceptibles de faire l'objet d'un recours en vertu des procédures nationales seront notifiés en application du code de conduite et porteront une mention correspondante.

Les décisions révoquant des autorisations existantes seront traitées de la même manière que les refus d'autorisation.

Les notifications de refus qui ont été communiquées dans le cadre des régimes internationaux de contrôle des exportations, seront également diffusées en tant que notifications au titre du code de conduite si elles entrent dans le champ d'application de ce dernier.

Un délai de deux à quatre semaines à compter de la date de réception de la demande de consultation est fixé pour la procédure de consultation prévue au point 3 du dispositif du code, sauf si les parties concernées conviennent d'un délai différent.

Lorsqu'un embargo sur les armes est levé, les refus uniquement motivés par cet embargo expireront, sauf si, dans un délai d'un mois, le pays qui a refusé l'autorisation réitère son refus en se fondant sur d'autres critères du code.

Les notifications de refus devraient comporter les données suivantes :

- pays de destination,
- description détaillée du bien concerné (avec numéro correspondant de la liste commune),
- acheteur (spécifiant si l'acheteur est une institution gouvernementale, police, armée, marine, aviation, forces paramilitaires, ou si l'acheteur est une personne privée, physique ou morale, et, dans le cas où le refus est fondé sur le critère 7, le nom de la personne physique ou morale),
- description de l'usage final,
- raisons du refus (qui devraient mentionner non seulement le ou les numéros de critères, mais aussi les éléments sur lesquels l'évaluation s'est fondée),
- date du refus (ou information sur la date d'entrée en vigueur de celui-ci, s'il n'est pas encore en vigueur).

Un refus d'autoriser une transaction jugée globalement identique à un refus déjà notifié par un autre État membre devrait également être notifié.

L'État qui a engagé la consultation devrait systématiquement informer l'État notificateur de sa décision finale, que celle-ci consiste à accorder ou à refuser une autorisation.

En ce qui concerne les refus émis depuis plus de 3 ans, même si l'obligation de consultation disparaît après trois ans comme le prévoit le code de conduite, ceux-ci ne sont pas caducs et peuvent constituer un élément d'information. (2000)

2. Dialogue sur les autorisations accordées malgré un refus antérieur

Les cas dans lesquels les consultations engagées pour refus d'autorisation aboutissent à une décision positive pourraient étayer de manière particulièrement utile le dialogue sur l'interprétation à donner aux critères du code et promouvoir ainsi la convergence dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles.

Ces cas pourraient résulter de l'évolution de la situation dans le pays de destination en question et/ou mettre au jour des interprétations différentes des critères. Dans cette optique, les États membres qui décident de ne pas tenir compte d'une décision de refus acceptent, dans la mesure où cela est compatible avec les considérations d'ordre national, de communiquer de manière confidentielle des informations relatives à cette décision non seulement (comme prévu dans le dispositif) à l'État à l'origine du refus, mais également, dans le cadre des travaux du groupe COARM, à l'ensemble des États membres. (2001)

3. Notion de "transactions globalement identiques"

Les discussions au sein du groupe COARM ont permis d'aboutir à l'orientation commune suivante :

C'est en appliquant au jour le jour le mécanisme de refus prévu par le code que l'on acquerra l'expérience qui permettra de dégager clairement ce que l'on doit entendre par "transaction globalement identique".

Cette démarche sera facilitée par l'adoption d'une approche globale de l'évaluation des transactions et, dans un premier temps, d'une interprétation large de la notion de "globalement identique". La consultation qui s'ensuivra permettra d'acquérir l'expérience nécessaire pour mettre au point progressivement une définition plus précise de la notion.

Afin d'accélérer davantage le processus, l'État membre qui a engagé la consultation s'emploiera, dans le cadre des travaux du groupe COARM, à échanger avec les autres États membres de l'UE, dans la mesure où cela est compatible avec les considérations nationales et de manière confidentielle, les informations sur les cas où les consultations ont fait apparaître que deux transactions n'étaient pas globalement identiques. Selon la logique du mécanisme de consultation, ces cas ne sont pas considérés comme des possibilités pour des concurrents d'exploiter à leur profit un refus d'autorisation. (2000)

Point 4 du dispositif

Les États membres de l'UE préserveront le caractère confidentiel de ces refus et consultations et ne chercheront pas à en tirer des avantages commerciaux.

1. Confidentialité des consultations

Les États membres ont examiné les modalités des procédures de consultations, et, en particulier, les problèmes liés à la nécessaire confidentialité de ces échanges, sans que celle-ci aille à l'encontre de l'objectif de transparence qui sous-tend le code de conduite.

Point 5 du dispositif

Les États membres œuvreront à l'adoption à bref délai d'une liste commune d'équipements militaires couverts par le code de conduite, fondée sur des listes nationales ou internationales similaires. Entre-temps, le code de conduite fonctionnera sur la base de listes nationales de contrôle, dans lesquelles seront incorporés, le cas échéant, des éléments provenant de listes internationales en la matière.

1. Liste commune

La liste commune des équipements militaires a été adoptée le 13 juin 2000 par le Conseil et a été publiée au Journal officiel le 8 juillet 2000. Le Conseil a, en effet, décidé, conformément au principe de large transparence qui sous-tend la mise en œuvre du code, de rendre publique cette liste.

Désormais, les États membres utiliseront les références de la liste commune pour les notifications de refus (avec effet rétroactif pour les refus déjà notifiés), ce qui permettra clarification et simplification des échanges entre eux sur ces sujets.

Les refus portant sur des articles qui sont soumis à un contrôle par les États membres mais n'apparaissent pas sur la liste commune continueront d'être notifiés à tous les États membres. Les États membres qui ne contrôlent pas ces articles en informeront les autres.

La liste commune des équipements militaires a valeur d'engagement politique dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune. Tous les États membres ont ainsi pris l'engagement politique de faire en sorte que leur législation nationale leur permette de contrôler l'exportation de tous les biens figurant sur la liste. La liste commune des équipements militaires servira de référence aux listes nationales des équipements militaires des États membres, sans pour autant se substituer directement à elles.

Cette liste commune ayant un caractère évolutif, les États membres continueront de la mettre à jour régulièrement au sein du groupe COARM.

Les États membres ont indiqué qu'ils soutiendraient tout effort visant à ce que les biens de la liste commune d'équipements militaires qui ne figurent pas dans la liste militaire de Wassenaar soient proposés pour être examinés dans le cadre de l'arrangement de Wassenaar. (2000)

Le groupe COARM est convenu que les présidences devraient convoquer périodiquement des réunions spéciales (au niveau des experts) pour décider de la mise à jour éventuelle de la liste commune de l'UE afin de tenir compte des modifications de la liste de l'Arrangement de Wassenaar, de coordonner les positions des États membres et d'adopter d'éventuelles propositions communes en vue d'apporter des modifications à la liste de l'Arrangement de Wassenaar. (2002)

2. Contrôle de l'exportation d'équipements non militaires et de police

Le groupe COARM s'est engagé à élaborer une liste commune de biens non militaires de sécurité et de police dont l'exportation devrait être contrôlée au titre du critère n° 2 du code "respect des droits de l'homme dans le pays de destination finale". La Commission a maintenant annoncé une proposition de mécanisme communautaire de contrôle de l'exportation d'équipements non militaires susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne.

La Commission a fait part de son intention de présenter une proposition de règlement communautaire couvrant ce type d'articles et a présenté ses premières idées sur la structure et le contenu de cette proposition, qui interdirait complètement les équipements utilisés uniquement à des fins de torture et introduirait un contrôle strict des équipements pouvant être utilisés à des fins de répression interne. (2002)

Point 7 du dispositif

Afin de donner au code de conduite une efficacité maximale, les États membres de l'UE œuvreront dans le cadre de la PESC pour renforcer leur coopération et promouvoir leur convergence dans le domaine des exportations d'armes conventionnelles.

1. Procédures d'appel

Le groupe COARM a eu un échange de vues sur les possibles procédures de recours en matière d'exportation d'équipement militaire. (2001)

2. Certificats d'utilisation finale

Les États membres ont adopté un ensemble commun d'éléments essentiels qui devraient figurer dans un certificat de destination finale lorsqu'il est exigé par un État membre, en ce qui concerne l'exportation de biens figurant sur la liste commune des équipements militaires. Ils ont aussi identifié une série supplémentaire d'éléments qui pourraient être également nécessaires en vertu de leur législation nationale.

Les éléments ci-après constituent les informations minimales qui doivent figurer dans un certificat d'utilisation finale.

- coordonnées de l'exportateur (au moins nom, adresse et raison sociale),
- coordonnées de l'utilisateur final (au moins nom, adresse et raison sociale). Dans le cas d'une exportation destinée à une entreprise qui revend les biens sur le marché local, cette entreprise sera considérée comme l'utilisateur final,
- pays de destination finale,
- description des biens exportés (type, caractéristiques) ou référence au contrat conclu avec les autorités du pays de destination finale,
- quantité et/ou valeur des biens exportés,
- signature, nom et position de l'utilisateur final,
- date du certificat d'utilisation finale,
- clause d'utilisation finale et/ou de non-réexportation.

En outre, conformément à leur législation nationale, les États membres peuvent exiger, notamment:

- une clause interdisant la réexportation des biens concernés par le certificat d'utilisation finale. Une telle clause pourrait, notamment:

    - prévoir l'interdiction pure et simple de toute réexportation;
    - prévoir qu'une réexportation doit faire l'objet d'un accord écrit des autorités du pays exportateur initial;
    - permettre la réexportation sans autorisation préalable des autorités du pays exportateur à destination de certains pays mentionnés dans le certificat d'utilisation finale,

- l'indication de l'utilisation finale des biens,

- l'engagement, le cas échéant, que les biens exportés ne seront pas utilisés à des fins autres que celles déclarées,

- l'engagement, le cas échéant, que les biens ne seront pas utilisés pour mettre au point, produire ou utiliser des armes chimiques, biologiques ou nucléaires ou des missiles vecteurs de telles armes,

- les coordonnées complètes, le cas échéant, de l'intermédiaire,

- si le certificat d'utilisation finale est délivré par les autorités du pays de destination des biens, son authenticité sera vérifiée par les autorités du pays exportateur qui contrôleront l'authenticité de la signature et vérifieront que le signataire est habilité à prendre des engagements au nom de ses autorités. (2002)

3. Coordination des États membres

La coordination au sein de l'Union européenne a été exemplaire dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères qui a eu lieu à New York du 9 au 20 juillet 2001 puisque l'Union européenne a été le seul groupe d'États à présenter un plan d'action global.

Elle a acquis en outre une forte visibilité lors des comités préparatoires à la Conférence en n'hésitant pas à s'exprimer d'une seule voix, celle de la Présidence, pour affirmer clairement ses ambitions en la matière. (2001)

Point 8 du dispositif

Chaque État membre de l'UE communiquera confidentiellement aux autres États membres de l'UE un rapport annuel concernant ses exportations de produits liés à la défense et sa mise en œuvre du code de conduite. Ces rapports feront l'objet d'un examen lors d'une réunion annuelle qui se tiendra dans le cadre de la PESC. La réunion permettra également de faire le bilan du fonctionnement du code, de définir les éventuelles améliorations à y apporter et de soumettre au Conseil un rapport de synthèse élaboré sur la base des contributions des États membres.

1. Harmonisation des rapports nationaux

Les États membres sont convenus que le rapport destiné au public contiendrait les données, ventilées par pays destinataire, relatives au nombre et à la valeur des licences accordées et à la valeur des exportations effectives (pour autant qu'elles soient disponibles). Dans ce rapport figureront également le nombre total de refus émis par chaque État membre et le nombre total de refus émis par tous les États membres pour chaque pays destinataire, ainsi que les critères retenus pour motiver les refus et le nombre de fois où ils ont été invoqués. (2002)

Point 9 du dispositif

Le cas échéant, les États membres de l'UE évalueront conjointement, dans le cadre de la PESC, la situation des destinataires potentiels ou effectifs des exportations d'armes en provenance des États membres de l'UE, à la lumière des principes et des critères du code de conduite.

1. Consultations au sein du groupe COARM

Les délégations représentées au sein du groupe COARM peuvent susciter un débat sur tel ou tel cas d'exportation d'armements, si cela est jugé utile pour l'examen des demandes d'autorisation au niveau national. (1999)

Les États membres continuent d'échanger des informations sur l'interprétation au niveau national des embargos décrétés par les Nations Unies, l'Union européenne ou l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe.

Les États membres développent parallèlement leur concertation sur les politiques nationales de contrôle des exportations d'armements vers certains pays ou régions non soumis à embargo, mais faisant l'objet d'une vigilance particulière (existence d'un conflit interne ou externe, situation des droits de l'homme, etc.) (2000)

2. Développement des échanges d'informations sur les politiques nationales de contrôle des exportations d'armements vers certains pays ou régions considérés comme devant faire l'objet d'une vigilance particulière

Un corpus substantiel des refus notifiés dans le cadre du mécanisme du code constitue le fondement matériel de ces échanges. Ceux-ci ont également été complétés par des échanges de vues et d'informations entre l'ensemble des États membres tenus de manière régulière et systématique au sein du groupe COARM et portant sur des pays et régions spécifiques. (2001)

Point 11 du dispositif

Les États membres de l'UE feront tout ce qui est en leur pouvoir pour encourager les autres États exportateurs d'armements à adhérer aux principes du code de conduite.

1. Pays tiers

Les pays non membres de l'UE qui ont adhéré aux principes et critères du code et qui participent désormais à la restructuration de l'industrie européenne de la défense bénéficient de la possibilité de s'informer quant à l'évolution de l'interprétation des principes et critères du code, sans pour autant avoir accès aux informations communiquées dans le cadre des procédures visées dans le dispositif du code.

L'Union européenne et les États membres continuent à encourager les autres États exportateurs d'armements à adhérer aux principes du code. (2001)

Le code de conduite a été un thème central de toutes les consultations qui ont été menées dans le cadre du dialogue politique avec des États non membres. Des consultations sont en cours avec les États-Unis sur la façon d'assurer le suivi de la déclaration, faite en décembre 2000 par l'Union européenne et les États-Unis, sur les responsabilités des États et la transparence dans le domaine des exportations d'armements. (2002)

2. Participation des pays associés aux notifications de refus

Les États membres sont convenus de partager de manière collective les informations sur les refus avec les pays associés et d'encourager ces pays à informer à leur tour les États membres de leurs refus. Ces informations seront transmises par l'intermédiaire de la présidence et comporteront les précisions suivantes: pays de destination, brève description des équipements et classification des articles selon la liste commune des équipements militaires, classification de l'utilisateur final (organisme public ou privé) et motifs du refus (critères du code de conduite de l'UE). (2002)

_____

ANNEXE II

Informations sur les exportations d'armes conventionnelles et la mise en œuvre du code de conduite par les États membres pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2001

La collecte d'informations statistiques varie dans chaque État membre, sans correspondre à un standard uniforme. Aussi, en raison des procédures en vigueur en matière de contrôle des exportations d'armes ou de la législation relative à la protection des données, les États membres n'ont pas été en mesure de fournir tous les mêmes informations

Les tableaux ci-après contiennent les informations suivantes :

TABLEAU A

- Décomposition par pays pour chaque État membre[1] (a) = nombre d'autorisations accordées (si données disponibles), (b) = valeur des autorisations accordées en euros (si données disponibles), (c) = valeur des exportations d'armes en euros (si données disponibles) (Le total par région apparaît en caractères gras)
- Total des exportations par État membre et total des exportations de l'UE pour chaque destination[2] (a) = nombre d'autorisations accordées (si données disponibles), (b) = valeur des autorisations accordées en euros (si données disponibles), (c) = valeur des exportations d'armes en euros (si données disponibles), (d) = nombre d'autorisations refusées; (e) = numéros des critères sur lesquels se fondent les refus (le nombre approximatif de fois où chaque critère a été invoqué est indiqué entre parenthèses); les différences entre le total général par région et le total général par État membre sont expliquées dans les notes de bas de page 6 et 10, qui pourraient aussi être applicables à plusieurs États membres

TABLEAU B

Nombre total de consultations initiées et nombre total de demandes de consultations reçues par État membre

TABLEAU C

Adresses Internet pour les rapports nationaux sur les exportations d'armes

[1] Afin de rendre la lecture du tableau plus aisée, les valeurs nulles et/ou la mention "non disponible" ont été omises.

[2] Afin de rendre la lecture du tableau plus aisée, les valeurs nulles et/ou la mention "non disponible" ont été omises.

TABLEAU A

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
North Africa	**(a) 21 (a') 1** **(b) 2 262 724**	**(a) 8** **(b) 1 333 556** **(c) 628 000**			**(c) 172 048 467**	**(a) 14** **(b) 1 009 698**		
Algeria	(a) 3 (b) 84 478	(a) 2 (b) 1 013 295			(c) 7 742 390	(a) 4 (b) 742 336		
Libya					(e) 4 (1)			
Morocco	(a) 5 (b) 683 672	(a) 2 (b) 153 300 (c) 620 000			(c) 160 724 433	(a) 5 (b) 237 562		
Tunisia	(a) 13 (a') 1 (b) 1 494 574	(a) 4 (b) 166 961 (c) 8 000			(c) 3 581 644	(a) 5 (b) 29 800		
Sub-Saharan Africa	**(a) 73** **(b) 4 967 116**	**(a) 20** **(b) 4 451 638** **(c) 476 000**	**(a) 5** **(b) 8 049**	**(c) 5 900**	**(c) 64 740 844**	**(a) 318** **(b) 8 624 219** **(c) 875 843**	**(a) 4** **(b) 519 414**	**(a) 2** **(b) 25 835**
Angola								
Benin		(a) 2 (b) 1 966 733			(c) 57 627			

3 Under Austrian legislation, the Federal Ministry for Economy and Labour (MEL) issues licences for all items listed on the "Common List of Military equipment covered by the EU Code of Conduct on Arms Exports" other than "war material" as defined in the Austrian War Material Regulation (1977). Licences for "war material" are issued by the Federal Ministry of the Interior (MoI). Figures for licences issued by Austria have therefore been split into (a) licences issued by the MEL and (a') licences issued by the MoI. The value of licences issued, reported under (b), concerns only those licences issued by the MEL.

4 The figures mentioned under (c) refer solely to exports of arms and ammunition sensu stricto. They do not include items subject to legislation on arms also used for non-military purposes.

5 (a) and (b) include number and value of individual licences issued. (c) includes the value of exports of war weapons as defined in the German War Weapons List.

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Botswana	(a) 6 (b) 1 254 058	(c) 17 000			(c) 30 745 390	(a) 9 (b) 309 015	(a) 1	
Burkina Faso		(a) 1 (b) 3 816			(c) 87 555			
Burundi								
Cameroon		(a) 2 (b) 1 926			(c) 2 450 827	(a) 3 (b) 2 163		
Central African Republic								
Chad								
Congo (Republic of)								
Congo (Democtratic Republic of)		(a) 2 (b) 28 825				(a) 3 (b) 7 106		
Equatorial Guinea								
Eritrea			(a) 2					
Ethiopia						(a) 1 (b) 1 329		
Gabon	(a) 1 (b) 6 749				(c) 1 413 975	(a) 4 (b) 660 431		
Gambia								
Ghana					(c) 6 000			
Guinea					(c) 940 214			
Ivory Coast					(c) 26 292			
Kenya	(a) 3 (b) 10 496	(a) 4 (b) 145 321				(a) 9 (b) 110 011		
Lesotho								
Liberia								

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Malawi					(c) 2 005 000	(a) 1 (b) 8 583		
Mali		(a) 1 (b) 1 474 937						
Mauritania								
Mauritius	(a) 4 (b) 9 447	(a) 1 (b) 1 482			(c) 100 616	(a) 1 (b) 2 045		
Mozambique								
Namibia	(a) 11 (b) 211 221					(a) 35 (b) 132 884		
Niger					(c) 38 689			
Nigeria	(a) 4 (b) 1 099 632	(a) 1 (b) 500 000			(c) 141 930 (1)	(a) 1 (b) 1 533 876		
Rwanda					)	(a) 1 (b) 409 034		(a) 1 (b) 12 335
Senegal					(c) 244 056			
Seychelles								
Sierra Leone								
Somalia						(a) 1 (b) 11 760		
South Africa	(a) 29 (b) 2 219 550	(a) 6 (b) 328 598 (c) 459 000	(a) 3 (b) 8 049	(c) 5 900	(c) 25 992 518	(a) 91 (b) 5 286 789 (c) 875 843	(a) 3	
Sudan	(a) 1 (b) 10 756							
Tanzania	(a) 11 (b) 124 361					(a) 121 (b) 63 986		
Togo					(c) 16 184			

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Uganda								
Zambia	(a) 1 (b) 1 497					(a) 32 (b) 74 506		(a) 1 (b) 13 500
Zimbabwe	(a) 2 (b) 19 349				(c) 473 971	(a) 5 (b) 10 701		
North America	**(a) 84 (a') 14** **(b) 287 725 653**	**(a) 119** **(b) 145 483 927** **(c) 61 501 000**	**(a) 28** **(b) 48 843 299**	**(a) 9** **(b) 5 298 749** **(c) 1 777 700**	**(c) 98 370 003**	**(a) 1 137** **(b) 610 969 247** **(c) 41 110 935**	**(a) 7** **(b) 11 125 454**	**(a) 14** **(b) 395 649**
Canada	(a) 8 (a') 4 (b) 2 135 032	(a) 30 (b) 12 284 463 (c) 29 441 000	(a) 2 (b) 124	(a) 2 (b) 286 746 (c) 19 800	(c) 14 714 015	(a) 254 (b) 44 141 494 (c) 7 494 005	(a) 7 (b) 11 125 454	(a) 5 (b) 41 500
United States	(a) 76 (a') 10 (b)285 590 621	(a) 89 (b) 133 199 464 (c) 32 060 000	(a) 26 (b) 48 843 175	(a) 7 (b) 5 012 003 (c) 1 757 900	(c) 83 655 988	(a) 883 (b) 566 827 753 (c) 33 616 930		(a) 9 (b) 354 149
Central America and the Carribean	**(a) 39 (a') 1** **(b) 2 138 221** **(e) 2**	**(a) 23** **(b) 39 187 877** **(c) 2 536 000**			**(c) 48 312 016**	**(a) 39** **(b) 1 427 924** **(c) 2 045**	**(a) 2** **(b) 975 071**	
Antigua and Barbuda								
Bahamas								
Barbados	(a) 2 (b) 25 004							
Belize						(a) 1 (b) 2 370		
Costa Rica	(a) 4 (b) 418 532					(a) 5 (b) 11 851		
Cuba								
Dominica						(a) 3 (b) 2 905		
Dominican Republic	(a) 4 (a') 1 (b) 638 131	(a) 7 (b) 38 413 895 (c) 552 000				(a) 6 (b) 97 326		
El Salvador		(a) 2 (b) 17 315						

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Grenada								
Guatemala	(a) 10 (b) 535 835							
Honduras	(a) 1 (b) 10 374							
Jamaica	(a) 9 (b) 169 390	(a) 1 (b) 32 500 (c) 22 000				(a) 2 (b) 12 172		
Mexico	(a) 4 (b) 251 789	(a) 7 (b) 504 369 (c) 1 667 000			(c) 48 312 016	(a) 13 (b) 1 275 297 (c) 2 045	(a) 2 (b) 975 071	
Nicaragua	(a) 1 (b) 27 602							
Panama	(a) 2 (b) 48 081	(c) 2 000						
Saint Lucia	(a) 1 (b) 7 066							
Trinidad and Tobago	(a) 1 (b) 6 417	(a) 6 (b) 219 798 (c) 293 000				(a) 9 (b) 26 003		
South America	**(a) 142 (a') 14 (b) 24 950 265**	**(a) 71 (b) 36 951 326 (c) 6 210 000**	**(a) 1 (b) 962 710**	**(a) 2 (b) 19 437 (c) 28 000**	**(c) 74 201 446**	**(a) 195 (b) 34 612 208 (c) 466 810**	**(a) 1 (b) 1 068 826**	
Argentina	(a) 34 (a') 7 (b) 5 846 989	(a) 7 (b) 1 820 867 (c) 371 000		(c) 8 400	(c) 2 912 067	(a) 29 (b) 2 286 538 (c) 55 731		
Bolivia	(a) 3 (a') 1 (b) 11 082 354					(a) 1 (b) 1 255		
Brazil	(a) 22 (a') 5 (b) 4 431 339	(a) 26 (b) 6 876 778 (c) 4 189 000	(a) 1 (b) 962 710		(c) 23 798 391	(a) 68 (b) 9 928 341 (c) 138 049	(a) 1 (b)1 068 826	
Chili	(a) 13 (b) 252 187	(a) 16 (b) 845 371 (c) 56 000-		(a) 2 (b) 19 437 (c) 19 600	(c) 12 865 973	(a) 76 (b) 12 252 680 (c) 49 595		

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Colombia	(a) 1 (b) 422	(a) 1 (b) 3 900			(c) 2 002 251	(a) 3 (b) 8 935 374		
Ecuador	(a) 20 (b) 80 901	(a) 7 (b) 513 332 (c) 377 000			(c) 3 136 415	(a) 5 (b) 982 528 (c) 223 435		
Guyana	(a) 3 (b) 18 209					(a) 1 (b) 20 230		
Paraguay						(a) 1 (b) 409		
Peru	(a) 6 (b) 238 863	(c) 50 000			(c) 4 875 848	(a) 2 (b) 23 455		
Suriname	(a) 2 (b) 14 561	(a) 2 (b) 406 264						
Uruguay	(a) 5 (b) 240 014	(a) 1 (b) 83 179 (c) 92 000			(c) 1 022 917	(a) 6 (b) 18 168		
Venezuala	(a) 33 (a') 1 (b) 2 744 426	(a) 11 (b) 26 401 635 (c) 1 075 000			(c) 23 587 584	(a) 3 (b) 163 230		
Central Asia	**(a) 7 (a') 1** **(b) 84 056**				**(c) 36 201 643**	**(a) 36** **(b) 1 418 958**		
Kazakhstan	(a) 6 (a') 1 (b) 80 480				(c) 4 207 251	(a) 29 (b) 1 284 912		
Kyrgyzstan								
Tajikistan								
Turkmenistan						(a) 3 (b) 19 396		
Uzbekistan	(a) 1 (b) 3 576				(c) 31 994 392	(a) 4 (b) 114 650		

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
North East Asia	**(a) 44(a') 4** **(b) 1 006 979**	**(a) 28** **(b) 10 559 598** **(c) 3 184 000**	**(a) 2** **(b) 6 752**	**(a) 1** **(b) 25 228** **(c) 1 000**	**(c) 74 465 323**	**(a) 389** **(b) 957 106 885** **(c) 3 559 103**		
China (mainland)	(a) 1 (b) 845				(c) 8 113 408	(a) 7 (b) 96 411		
China (Hong Kong)	(a) 5 (b) 138 475					(a) 8 (b) 8 783		
China (Maçao)	(a) 22 (b) 208 745							
Korea (Democratic People's Rep of)								
Korea (Democratic Republic of)	(a) 6 (a') 4 (b) 43 821	(a) 1 (b) 25 000	(a) 1 (b) 3 551		(c) 34 184 295	(a) 197 (b) 930 099 992 (c) 3 559 103		
Japan	(a) 4 (b) 364 921	(a) 19 (b) 6 091 835	(a) 1 (b) 3 201	(a) 1 (b) 25 228 (c) 1 000	(c) 32 167 620	(a) 157 (b) 14 851 908		
Mongolia						(a) 3 (b) 16 814		
Taiwan	(a) 6 (b) 250 169	(a) 8 (b) 4 442 763 (c) 3 184 000				(a) 17 (b) 12 033 057		
South East Asia	**(a) 169 (a') 1** **(b) 5 505 804**	**(a) 54** **(b) 54 821 084** **(c) 2 947 000**	**(a) 1**	**(a) 10** **(b) 1 508 622** **(c) 170 000**	**(c) 117 178 679**	**(a) 399** **(b) 115 460 803** **(c) 3 413 385**	**(a) 5** **(b) 493 673**	**(a) 5** **(b) 29 065 427**
Brunei	(a) 3 (b) 299 471	(a) 23 (b) 6 046 069 (c) 22 000			(c) 39 330 573	(a) 9 (b) 347 660		
Cambodia	(a) 1 (b) 108 696							

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Indonesia	(a) 6 (b) 781 262	(a) 1 (b) 6 250 000			(c) 19 687 450	(a) 4 (b) 1 037 328		
Lao (People's Dem Republic)								(a) 1 (b) 142 485
Malaysia	(a) 26 (b) 2 354 260	(a) 4 (b) 938 010 (c) 750 000		(a) 1 (b) 16 271 (c) 16 300	(c) 13 728 527	(a) 69 (b) 22 200 284		
Myanmar								
Philippines	(a) 12 (b) 129 724	(a) 3 (b) 390 979 (c) 293 000 (e) 7			(c) 1 320	(a) 1 (b) 2 897		
Singapore	(a) 37 (a') 1 (b) 297 950	(a) 15 (b) 39 394 996 (c) 1 476 000	(a) 1	(a) 5 (b) 1 123 388 c) 53 600	(c) 43 740 652	(a) 150 (b) 85 508 172 (c) 2 737 457		(a) 3 (b) 28 482 942
Thailand	(a) 82 (b) 1 340 275	(a) 8 (b) 1 801 030 (c) 14 000		(a) 3 (b) 108 003 (c) 100 100	(c) 565 918	(a) 164 (b) 6 260 519 (c) 675 928	(a) 5 (b) 493 673	
East Timor		(c) 392 000				(a) 1 (b) 98 168		
Vietnam	(a) 2 (b) 194 166			(a) 1 (b) 260 960	(c) 124 149	(a) 2 (b) 5 775		(a) 1 (b) 440 000
South Asia	**(a) 60 (a') 1** **(b) 2 332 156**	**(a) 6** **(b) 9 388 420** **(c) 4 101 000**			**(c) 138 000 076**	**(a) 215** **(b) 6 360 814**		
Afghanistan								
Bangladesh	(a) 1 (b) 407 250	(a) 1 (b) 608 058				(a) 129 (b) 173 843		
Bhutan						(a) 1 (b) 856		

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
India	(a) 52 (a') 1 (b) 508 220	(a) 5 (b) 8 780 362 (c) 4 064 000			(c) 85 753 487	(a) 72 (b) 5 806 740		
Maldives		(c) 37 000						
Nepal	(a) 4 (b) 1 406 617					(a) 9 (b) 376 836		
Pakistan	(a) 3 (b) 10 069				(c) 51 855 492	(a) 4 (b) 2 539		
Sri Lanka					(c) 391 097			
European Union	**(a) 5 (a')55 (b) 15 100**	**(a) 390 (b) 81 622 664 (c) 31 540 000**	**(a) 83 (b) 25 345 839**	**(a) 54 (b) 22 811 093 (c) 32 074 100**	**(c) 624 259 342**	**(a) 3 893 (b)1 329 689 339 (c) 232 904 109**	**(a) 13 (b) 3 640 756**	**(a) 23 (b) 19 417 574**
Austria		(a) 7 (b) 1 498 439 (c) 336 000	(a) 1 (b) 60 750	(a) 2 (b) 42 600 (c) 265 600	(c) 11 357 825	(a) 306 (b) 50 219 100 (c) 2 864 257	(a) 1	
Belgium	(a') 4		(a) 4 (b) 203 252	(c) 34 600	(c) 34 923 587	(a) 320 (b) 61 256 494 (c) 10 047 908	(a) 1	
Denmark	(a') 4	(a) 9 (b) 21 280 340 (c) 336 000		(a) 3 (b) 6 128 768 (c) 1 300	(c) 12 639 309	(a) 188 (b) 71 171 596 (c) 4 746 323		
Denmark (Greenland)	(a) 1 (b) 8 430					(a) 9 (b) 22 494		
Denmark (Faeroe)						(a) 2 (b) 963		
Finland	(a') 1	(a) 1 (b) 117 509 (c) 71 000	(a) 1 (b) 14 515		(c) 2 222 407	(a) 64 (b) 19 375 809 (c) 12 271		(a) 3 (b) 244 354
France	(a) 1 (a') 4 (b) 1 453	(a) 81 (b) 37 756 359 (c) 7 474 000	(a) 7 (b) 4 335 330	(a) 2 (b) 19 030 (c) 82 200		(a) 419 (b) 69 314 994 (c) 14 645 956	(a) 1	
Germany	(a') 9	(a) 136 (b) 107 881 272 (c) 4 497 000	(a) 24 (b) 4 169 531	(a) 10 (b) 2 101 539 (c) 1 836 600	(c) 45 395 434		(a) 6	(a) 6 (b) 10 781 308

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Greece	(a') 7	(a) 5 (b) 7 539 822 (c) 200 000		(a) 2 (b) 638 256 (c) 637 700	(c) 95 544 813	(a) 143 (b) 347 523 042 (c) 38 217 534		
Ireland	(a') 1	(a) 4 (b) 698 237 (c) 704 000		(a) 1 (b) 34 260 (c) 39 300	(c) 16 164 251	(a) 16 (b) 3 090 497 (c) 16 873		
Italy	(a') 11	(a) 25 (b) 6 834 676 (c) 677 000	(a) 3 (b) 942 382	(a) 1 (b) 515 (c) 211 700	(c) 93 383 648	(a) 539 (b) 220 748 970 (c) 23 509 201	(a) 3	
Luxembourg	(a') 1	(c) 764 000	(a) 2	(c) 19 500	(c) 2 119 012	(a) 75 (b) 5 554 064 (c) 56 242		
Netherlands	(a) 2 (a') 5 (b) 4 370	(a) 2 (b) 111 899 (c) 6 670 000	(a) 10 (b) 6 725 298	(a) 4 (b) 104 821 (c) 94 400	(c) 27 879 079	(a) 496 (b) 157 090 828 (c) 50 783 044		
Portugal	(a') 1	(a) 12 (b) 20 687 167 (c) 622 000		(a) 1 (b) 626 (c) 18 200	(c) 6 787 714	(a) 51 (b) 37 735 736 (c) 375 800	(a) 1	
Spain	(a') 1	(a) 28 (b) 3 770 393 (c) 672 000	(a) 5 (b) 1 010 839	c) 8 700	(c) 105 393 617	(a) 374 (b) 76 770 811 (c) 21 320 871		
Sweden	(a') 2	(a) 27 (b) 6 870 246 (c) 3 312 000	(a) 5 (b) 5 082 526	(a) 18 (b) 5 695 446 (c) 27 707 000	(c) 31 223 561	(a) 271 (b) 91 968 875 (c) 8 156 128		(a) 6 (b) 6 631 912
United Kingdom	(a) 1 (a') 4 (b) 847	(a) 53 (b) 74 752 418 (c) 5 046 000	(a) 21 (b) 2 801 416	(a) 10 (b) 8 045 233 (c) 1 126 000	(c) 139 225 067	(a) 620 (b) 117 844 596 (c) 58 151 782		(a) 8 (b) 1 760 000
Other European countries	**(a) 662 (a') 40 (b) 40 114 245**	**(a) 115 (b) 18 373 973 (c) 2 864 000**	**(a) 27 (b) 561 980**	**(a) 28 (b) 5 497 916 (c) 3 425 700**	**(c)486 781 332**	**(a) 3 357 (b) 404 890 851 (c) 69 899 735**	**(a) 15 (b) 31 148 743**	**(a) 10 (b) 2 880 392**
Albania								
Andorra	(a) 3 (b) 68 650	(a) 3 (b) 290 661				(a) 29 (b) 216 079		
Armenia								
Azerbaijan								(a) 1 (b) 40 365

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Belarus	(a) 2 (b) 22 309					(a) 1 (b) 1 610		(a) 1 (b) 47 500
Bosnia and Herzegovina	(a) 2 (b) 11 565							
Bulgaria	(a) 30 (a') 3 (b) 1 699 385	(a) 1 (b) 22 000 (c) 5 000		(a) 3 (b) 182 235 (c) 2 300	(c) 146 261	(a) 61 (b) 1 269 604		
Croatia	(a) 51 (b) 3 133 243					(a) 19 (b) 261 630		(a) 1 (b) 27 200
Cyprus	(a) 1 (a') 4 (b) 120	(a) 4 (b) 71 666 (c) 63 000		(a) 1 (b) 249 557	(c) 32 927 078	(a) 4 (b) 341 650	(a) 13	
Czech Republic	(a) 59 (a') 2 (b) 1 548 748	(a) 13 (b) 664 525 (c) 11 000		(a) 5 (b) 942 059 (c) 845 900	(c) 14 025 615	(a) 311 (b) 5 066 803 (c) 540 947		
Estonia	(a) 3 (a') 1 (b) 3 823	(a) 1 (b) 38 672		(a) 1 (b) 37 001 (c) 1 200		(a) 26 (b) 28 079 588 (c) 49 084		
Georgia	(a) 17 (b) 28 021					(a) 3 (b) 840 608		
Hungary	(a) 42 (a') 1 (b) 4 185 298	(a) 12 (b) 789 809	(a) 1 (b) 32 318		(c) 792 711	(a) 121 (b) 5 294 946 (c) 10 737		
Iceland		(a) 4 (b) 462 500		(c) 2 200		(a) 23 (b) 56 533		
Latvia	(a) 18 (a') 2 (b) 1 708 342			(a) 4 (b) 91 091 (c) 51 300		(a) 66 (b) 661 864 (c) 28 632		
Liechtenstein	(a) 2 (b) 712					(a) 38 (b) 2 063 725		
Lithuania	(a) 9 (a') 2 (b) 287 612	(a) 1 (b) 3 261		(c) 31 100		(a) 72 (b) 4 647 666 (c) 409 545		

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Macedonia (Former Yugoslav Republic of)	(a) 6 (b) 83 675				7	(a) 3 (b) 1 278		
Malta		(a) 4 (b) 692 616			(c) 129 000	(a) 6 (b) 96 271 (c) 64 423		
Moldavia	(a) 14 (a') 1 (b) 385 722					(a) 3 (b) 993		
Monaco								
Norway	(a) 14 (a') 2 (b) 1 117 013	(a) 18 (b) 792 744 (c) 471 000	(a) 18 (b) 314 233	(a) 2 (b) 45 703 (c) 1 100	(c) 13 003 942	(a) 326 (b) 20 419 076 (c) 12 441 265		(a) 1 (b) 739 110
Poland	(a) 25 (a') 1 (b) 1 258 963	(a) 5 (b) 1 172 112	(a) 2 (b) 11 554	(a) 6 (b) 101 698 (c) 62 000	(c) 1 704 367	(a) 208 (b) 7 539 285 (c) 39 881		(a) 1
Romania	(a) 35 (a') 1 (b) 420 905				(c) 35 655 971	(a) 101 (b) 12 070 773 (c) 1 010 824		
Russian Federation	(a) 100 (a') 8 (b) 5 098 142	(a) 1 (b) 274			(c) 593 640 c	(a) 210 (b) 4 771 554		
Slovakia	(a) 66 (a') 1 (b) 2 546 600	(a) 6 (b) 1 792 844	(a) 1 (b) 67 869	(a) 1 (b) 396 000 (c) 62 700	(c) 337 328	(a) 100 (b) 4 004 433		
Slovenia	(a) 87 (a') 2 (b) 12 168 242	(a) 2 (b) 146 838 (c) 87 000		(a) 3 (b) 2 149 116 (c) 725 100		(a) 123 (b) 18 590 232 (c) 14 849 450		
St Marino						(a) 19 (b) 22 091		
Switzerland	(a) 51 (a') 8 (b) 4 049 874	(a) 27 (b) 3 785 479 (c) 1 731 000	(a) 5 (b) 136 007	(a) 2 (b) 1 303 456 (c) 1 640 800	(c) 186 815 894	(a) 1 169 (b) 119 708 567 (c) 20 798 842	(a) 2	(a) 3 (b) 1 833 217
Turkey	(a) 10 (a') 1 (b) 21 170	(a) 13 (b) 7 647 999 (c) 496 000			(c) 200 649 525	(a) 253 (b) 167 340 357 (c) 19 445 964		

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Ukraine	(a) 9 (b) 125 447					(a) 60 (b) 1 131 119		
Yugoslavia (Federal Republic of)	(a) 6 (b) 106 164					(a) 2 (b) 392 516 (c) 210 141		(a) 2 (b) 193 000

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Middle East	**(a) 205 (a') 23** **(b) 10 660 948**	**(a)68** **(b) 220 331 000** **(c) 111 786 000**		**(a) 13** **(b) 1 330 160** **(c) 2 822 700**	**(c) 1 030 588 088**	**(a) 715** **(b) 157 217 538** **(c) 15 011 019**	**(a) 10** **(b) 1 878 831**	**(a) 2** **(b) 169 500**
Bahrain	(a) 3 (a') 1 (b) 1 833 909				(c) 2 135 984	(a) 4 (b) 689 374		
Egypt	(a) 58 (a') 1 (b) 3 400 434	(a) 3 (b) 297 581 (c) 103 000		(c) 2 502 400	(c) 35 650 106	(a) 123 (b) 15 587 921		
Iran	(a) 7 (b) 661 712				(c) 1 622 235	(a) 1 (b) 26		
Iraq								
Israel	(a) 9 (b) 185 917	(a) 6 (b) 3 692 009 (c) 118 000 (e) 2, 3		(a) 2 (b) 1 002 523	(c) 12 556 996	(a) 146 (b) 36 511 186 (c) 14 254 818	(a) 6	
Jordan	(a) 24 (a') 7 (b) 140 281	(a) 8 (b) 353 412 (c) 589 000		(a) 2 (b) 126 490 (c) 126 400	(c) 6 089 573	(a) 3 (b) 28 422	(a) 2	(a) 1 (b) 138 500
Kuwait	(a) 14 (b) 136 821	(a) 3 (b) 355 600 (c) 35 000		(a) 1 (b) 12 111 (c) 11 200	(c) 17 390 025	(a) 26 (b) 2 139 913		
Lebanon	(a) 3 (b) 33 638	(a) 11 (b) 2 773 040 (c) 255 000			(c) 1 244 893	(a) 1 (b) 533	(a) 1	(a) 1 (b) 31 000
Oman	(a) 35 (a') 6 (b) 161 524	(a) 7 (b) 1 259 566 (c) 917 000			(c) 16803 395	(a) 220 (b) 15 413 652		
Qatar	(a) 22 (a') 2 (b) 318 981	(c) 2 241 000			(c) 18 293 752	(a) 12 (b) 2 448 486		

Regions Countries	**Member States**							
	Austria[3]	**Belgium**[4]	**Denmark**	**Finland**	**France**	**Germany**[5]	**Greece**	**Ireland**
Saudi Arabia	(a) 10 (a') 2 (b) 540 772	(a) 18 (b) 191 347 342 (c) 101 266 000			(c) 276 817 792	(a) 90 (b) 38 222 923 (c) 756 201		
Syria							(a) 1	
United Arab Emirates	(a) 18 (a') 4 (b) 3 243 833	(a) 10 (b) 19 922 494 (c) 6 228 000		(a) 8 (b) 189 036 (c) 182 700	(c) 641 954 146	(a) 85 (b) 43 094 890		
Yemen	(a) 2 (b) 3 126				(c) 29 191	(a) 4 (b) 3 080 212		
Oceania	**(a) 65 (a') 3** **(b) 1 388 999**	**(a) 15** **(b) 20 242 110** **(c) 7 401 000**	**(a) 3** **(b) 842 705**	**(a) 1** **(b) 45 410** **(c) 53 400**	**(c) 8 748 967**	**(a) 284** **(b) 56 472 472** **(c) 87 431**		**(a) 4** **(b) 2 007 810**
Australia	(a) 41 (a') 1 (b) 1 177 308	(a) 10 (b) 11 325 003 (c) 6 499 000	(a) 3 (b) 842 705	(a) 1 (b) 45 411 (c) 48 200	(c) 8 734 512	(a) 212 (b) 54 679 528 (c) 87 431		(a) 3 (b) 2 007 683
Fiji								
New Zealand	(a) 24 (a') 2 (b) 211 691	(a) 5 (b) 8 917 107 (c) 952 000		(c) 7 200	(c) 14 455	(a) 70 (b) 1 792 363		(a) 1 (b) 127
Papua New Guinea						(a) 2 (b) 581		
Samoa								
TOTALS per Member State	**(a) 1576 (a') 158** **(b) 385 833 819** **(d) 3** **(e) 1,1a, 2, 7**	**(a) 917** **(b) 848 606 597** **(c) 235 174 000** **(d) 26** **(e) 1a, 2, 3, 4 and 7**	**(a) 150** **(b) 76 571 333**	**(a) 118** **(b) 36 536 600** **(c) 40 370 000** **(d) 10** **(e) 2(2), 3(1), 4(2), 7(3), 7c(2)**	**(c)3 117 312 707**[6] **(d) 97** **(e) 1(10), 2(6), 3(30), 4(30) 5(2) 7(17) 8(1)**	**(a) 10 993** **(b)3 685 260 566** **(c) 367 330 496** **(d) (14)** **(e) 2, 3, 4, 7**	**(a) 57** **(b) 50 850 768**	**(a) 60** **(b) 53 962 187**

[6] Including states non-members of the United Nations

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
North Africa	**(a) 9** **(b) 2 798 880** **(c) 2 649 880**		**(a) 3** **(b) 2 180 000**	(a) 41 (b) 2 843 449,72 (c) 1 505 611,67	**(a) 5** **(b) 29 829 270** **(c) 28 341 050**	**(a) 4** **(b) 4** **(c) 4,9**	**(a) 88** **(b) 10** **(c) 0,03**	**(a) 193 (a') 1** **(b) 58 497 622** **(c) 205 839 462** **(d) 16** **(e) 1(1), 2(7), 3(4), 4(4)**
Algeria	(a) 1 (b) 1 170 701 (c) 1 369 248			(a) 1 (b) 1 421 724,86 (c) 26 156,96			(a) 25 (b) 5 (c) 0,03	(a) 36 (b) 12 350 535 (c) 9 185 195 (d) 6 (e) 2(2), 3(3), 4(1)
Libya							(a) 9 (b) 2	(a) 9 (b) 3 160 000 (d) 2 (e) 1(1), 4(1)
Morocco	(a) 7 (b) 1 565 506 (c) 960 900		(a) 3 (b) 2 180 000	(a) 18 (b) 78 413,41 (c) 65 251,47	(a) 4 (b) 29 813 670 (c) 28 341 050		(a) 16 (b) 1,5	(a) 60 (b) 37 082 123 (c) 190 791 634 (d) 5 (e) 2(3), 4(2)
Tunisia	(a) 1 (b) 62 673 (c) 319 732			(a) 22 (b) 1 343 311,45 (c) 1 414 203,24	(a1 1 (b) 15 600	(a) 4 (b) 4 (c) 4,9	(a) 38 (b) 1,5	(a) 88 (b) 5 922 963 (c) 5 862 633 (d) 3 (e) 2(2), 3(1)

7 Values are expressed in millions of Swedish Kroners.

8
(i) Values are expressed in millions of GB pounds;
(ii) The identification of the value of exports is based on the classification of goods in EC Tariff Codes, which does not match the classification of goods subject to strategic export controls For this reason, it has not been possible to provide the value of exported goods for all countries. Figures shown for the value of licences issued are inaccurate because, where total licences to one country are worth more than £0 but less than £250 000 the figure has been rounded up to that figure. Refusal figures are given for Standard Individual Export Licences only.

9 NB: Totals are of available figures only: one Member State could provide neither the number of licences granted under (a) nor the value of licences granted under (b). Some Member States could not provide the value of actual exports under (c), and some did not give precise information as to the number of times each criteria was invoked.The rate of conversion into euros from Swedish Kroner and GB pounds in the calculation of EU totals was that in force on 31 October 2002. Less than(<) values have been considered as equal to.

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Sub-Saharan Africa	**(a) 4** **(b) 3 351 058** **(c) 9 150 145**		**(a) 3** **(b) 320 000**	**(a) 52** **(b) 2 986 724,13** **(c) 856 661,52**	**(a) 6** **(b) 272 610** **(c) 30 000**	**(a) 11** **(b) <15 003** **(c) 0,71**	**(a) 579** **(b) 87,5** **(c) 28,18**	**(a) 1 077** **(b) 165 427 158** **(c) 120 737 902** **(d) 38** **(e) 1(12), 2(3), 3(10), 4(7), 7 (7), 8 (1)**
Angola				(a) 7 (b) 2 185 802,03 (c) 2 757,11	(a) 4 (b) 51 390 (c) 30 000		(a) 25 (b) 8 (c) 0,03	(a) 36 (b) 14 877 192 (c) 80 157
Benin								(a) 2 (b) 1 966 733 (c) 57 627 (d) 2 (e) 7(2)
Botswana				(a) 1 (b) 412,37			(a) 40 (b) 4,5 (c) 1,31	(a) 57 (b) 8 673 485 (c) 32 832 190 (d) 2 (e) 1(1), 3(1)
Burkina Faso							(b) <0,25 (e) 7(1)	(a) 1 (b) 398 816 (c) 87 555 (d) 1 (e) 7 (1)
Burundi							(a) 1 (b) <0,25	(a) 1 (b) 39 500
Cameroon							(a) 5 (b) <0,25	(a) 10 (b) 399 089 (c) 2 450 827
Central African Republic								(d) 1 (e) 3 and 7 (1)
Chad				(a) 43 (b) 779 509,73 (c) 853 904,41			(a) 1	(a) 44 (b) 779 510 (c) 853 904 (d) 1 (e) 3 and 4 (1)
Congo (Rep. of)							(a) 2	(a) 2

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Congo (Democratic Republic of)							(a) 2	(a) 7 (b) 35 931 (d) 2 (e) 1 (2)
Equatorial Guinea							(a) 4 (b) 1,0	(a) 4 (b) 1 580 000
Eritrea							(a) 3 (b) <0,25 (c) 0,13	(a) 5 (b) 395 000 (c) 205 400 (d) 1 (e) 1 (1)
Ethiopia							(a) 10 (b) <0,25	(a) 11 (b) 6 197 180
Gabon							(a) 11 (b) 3,5 (c) 0,89	(a) 16 (b) 6 197 180 (c) 2 820 175
Gambia							(a) 5 (b) <0,25)	(a) 5 (b) 395 000 (d) 1 (e) 2 (1)
Ghana	(c) 106 169						(a) 26 (b) 1,0 (c) 0,34	(a) 26 (b) 1 580 000 (c) 649 369 (d) 2 (e) 1 (1), 3 (1)
Guinea							(a) 1	(a) 1 (c) 940 214
Ivory Coast								(c) 26 292 (d) 1 (e) 3(1)
Kenya	(c) 2 448 277				(a) 1 (b) 217 180		(a) 62 (b) 2,5	(a) 79 (b) 4 433 009 (c) 2 448 277 (d) 1 (e) 3 and 4 (1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Lesotho							(a) 1	(a) 1
Liberia								(d) 1 (e) 1a (1)
Malawi							(a) 11 (b) <0,25	(a) 12 (b) 403 583 (c) 2 005 000
Mali							(c) 0,09	(a) 1 (b) 1 474 937 (c) 142 200
Mauritania	(a) 1 (b) 1 172 153 (c) 165 091							(a) 1 (b) 1 172 153 (c) 165 091
Mauritius					(a) 1 (b) 4 040	(a) 2 (b) <1 (c) 0,01	(a) 5 (b) <0,25	(a) 14 (b) 522 025 (c) 101 716
Mozambique							(a) 3 (b) <0,25	(a) 3 (b) 395 000
Namibia						(a) 1 (b) <1 (c) 0,1	(a) 11 (b) <0,25	(a) 58 (b) 849 116 (c) 1 100 (d) 1 (e) 4c (1)
Niger							(a) 1	(a) 1 (c) 38 689
Nigeria	(c) 6 222 549		(a) 1 (b) 180 000				(a) 34 (b) 10 (c) 0,02	(a) 41 (b) 19 113 508 (c) 6 396 079 (d) 2 (e) 3(1) 4(1)
Rwanda								(a) 1 (b) 421 369 (d) 2 (e) 1(2)
Senegal							(a) 1	(a) 1 (c) 244 056 (d) 1 (e) 7(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Seychelles							(a) 1	(a) 1
Sierra Leone			(a) 1 (b) 90 000				(a) 5 (b) 1,5 (c) 1,91	(a) 6 (b) 2460 000 (c) 3 017 800 (d) 4 (e) 1(2), 3(2)
Somalia							(a) 4 (b) <0,25	(a) 5 (b) 406 760
South Africa	(a) 3 (b)2 178 905 (c) 151 092		(a) 1 (b) 50 000	(a) 1 (b) 21 000,00		(a) 8 (b) 15 001 (c) 0,6	(a) 265 (b) 29 (c) 23,45	(a) 410 (b) 57 563 166 (c) 64 601 366 (d) 1 (e) 7(1)
Sudan							(a) 3	(a) 4 (b) 10 756
Tanzania							(a) 18 (b) 19,5	(a) 150 (b) 30 998 347
Togo							(a) 2 (b) <0,25	(a) 2 (b) 395 000 (c) 16 184 (d) 2 (e) 3(1) 7(1)
Uganda							(a) 4 (b) <0,25	((a) 41 (b) 395 000 (d) 1 (e) 4(1
Zambia	(c) 56 976						(a) 11 (b) 3,5 (c) 0,01	(a) 45 (b) 5 619 503 (c) 72 776 (d) 2 (e) 2(2)
Zimbabwe							(a) 1 (b) <0,25	(a) 8 (b) 425 050 (c) 473 971 (d) 2 (e) 1(1), 3 & 4(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
North America	**(a) 59** **(b) 17 121 180** **(c) 45 190 570**		**(a) 114** **(b) 186 100 000**	**(a) 20** **(b) 2 599 538,72** **(c) 1 668 651,03**	**(a) 95** **(b) 62 860 910** **(c) 26 202 140**	**(a) 71** **(b) 563** **(c) 520,6**	**(a) 1 870** **(b) 347,5** **(c) 470,8**	**(a) 3 627 (a') 14** **(b)1 989 509 801** **(c) 969 586 723**
Canada	(a) 14 (b) 778 800 (c) 1 187 231		(a) 28 (b) 19 970 000		(a) 6 (b) 447 200 (c) 46 850	(a) 11 (b) 90 (c) 87,4	(a) 277 (b) 43,0 (c) 121,02	(a) 644 (a') 14 (b) 169 051 803 (c) 253 729 462
United States	(a) 45 (b) 16 342 380 (c) 44 003 339		(a) 86 (b) 166 130 000	(a) 20 (b) 2 599 538,72 (c) 1 668 651,03	(a) 89 (b) 62 413 710 (c) 26 155 290	(a) 60 (b) 473 (c) 433,2	(a) 1 593 (b) 304,5 (c) 349,78	(a) 2 983 (a') 10 (b)1 820 457 997 (c) 739 571 276
Central America and the Carribean	**(a) 1** **(b) 4 853** **(c) 6 808 509**			**(a) 1** **(b) 11 226,80** **(c) 12 305,07**	**(a) 46** **(b) 7 092 720** **(c) 1 258 900**	**(a) 7** **(b) <193** **(c) 55**	**(a) 127** **(b) 5,5** **(c) 0,97**	**(a) 286 (a') 1** **(b) 80 760 051** **(c) 103 164 757** **(d) 24** **(e) 2(3), 3(2), 7(21), 8(15)**
Antigua and Barbuda							(a) 3 (b) <0,25	(a) 3 (b) 395 000
Bahamas							(a) 4 (b) <0,25	(a) 4 (b) 395 000
Barbados							(a) 9 (b) <0,25 (c) 0,92	(a) 11 (b) 420 004 (c) 1 453 600
Belize							(a) 5 (b) <0,25	(a) 6 (b) 39è 370
Costa Rica					(a) 26 (b) 386 530 (c) 27 810		(a) 6 (b) <0,25	(a) 41 (b) 1 211 913 (c) 27 810 (d) 14 (e) 7(14), 8 (14)
Cuba					(a) 5 (b) 64 700 (c) 3 490		(a) 3	(a) 12 (b) 64 700 (c) 3 490 (d) 2 (e) 2 (1), 7(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Dominica							(c) 0,01	(a) 3 (b) 2 905(
Dominican Republic					(a) 7 (b) 5 811 160 (c) 431 860		(a) 1	(a) 25 (a') (b) 44 960 512 (c) 982 860
El Salvador					(a) 2 (b) 39 630		(a) 5 (b) 0,5	(a) 9 (b) 135 945 (d) 2 (e) 7(2)
Grenada							(a) 3 (b) <0,25	(a) 3 (b) 395 000
Guatemala							(a) 3 (b) <0,25	(a) 13 (b) 930 835 (d) 3 (e) 3 (1), 7(1)
Honduras	(c) 6 617 067						(a) 3 (b) <0,25	(a) 4 (b) 405 374 (c) 6 617 (d) 1 (e) 2(1)
Jamaica							(a) 10 (b) 1,0 (c) 0,03	(a) 22 (b) 1 794 062 (c) 69 400
Mexico	(a) 1 (b) 4 853 (c) 191 442			(a) 1 (b) 11 226,80 (c) 12 305,07	(a) 1 (b) 1 200	(a) 6 (b) 191 (c) 55	(a) 50 (b) 1,5	(a) 81 (b) 26 405 907 (c) 56 235 413 (d) 1 (e) 2 and 3(1)
Nicaragua					(a) 2 (b) 373 380 (c) 343 210		(a) 2	(a) 5 (b) 400 982 (c) 343 210
Panama					(a) 3 (b) 416 120 (c) 452 530		(a) 2	(a) 7 (b) 464 210 (c) 454 530 (d) 1 (e) 6 and 7(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Saint Lucia							(a) 2 (b) <0,25	(a) 3 (b) 402 066
Trinidad and Tobago						(a) 1 (b) <2	(a) 16 (b) <0,25 (c) 0,01	(a) 33 (b) 867 240 (c) 308 800
South America	**(a) 39** **(b) 172 645 965** **(c) 41 695 090**	**(a) 1** **(b) 10 906** **(c) 10 906**	**(a) 25** **(b) 13 660 000**	(a) 11 (b) 1 265 258,94 (c) 548 676,84	**(a) 80** **(b) 38 578 280** **(c) 1 715 310**	**(a) 20** **(b) <556,6** **(c) 266,29**	**(a) 463** **(b) 93,75** **(c) 18,27**	**(a) 1 051 (a') 14** **(b) 534 082 305** **(c) 108 836 222** **(d) 24** **(e) 1(1), 2(3), 3(11), 5(1), 7(10), 8(1)**
Argentina	(a) 7 (b) 833 862 (c) 152 471		(a) 6 (b) 180 000	(a) 1 (b) 60 000,00 (c) 81 537,26	(a) 12 (b) 2 385 170 (c) 775 310	(a) 3 (b) 0,6 (c) 0,1	(a) 16 (b) 1,0 (e) 5(1)	(a) 15 (a') 7 (b) 15 653 433 (c) 4 367 517 (d) 1 (e) 5(1)
Bolivia		(a) 1 (b) 10 906 (c) 10 906					(a) 10 (b) 11,5	(a) 15 (a') 1 (b) 11 094 515 (c) 10 906
Brazil	(a) 13 (b) 89 922 999 (c) 10 619 813		(a) 12 (b) 910 000	(a) 4 (b) 740 421,65 (c) 351 649,39	(a) 4 (b) 497 500 (c) 420 650	(a) 11 (b) 525 (c) 220,9	(a) 215 (b) 73,0 (c) 16,72 (e) 2(2)	(a) 377 (a') 5 (b) 288 434 690 (c) 90 236 582 (d) 2 (e) 2(2))
Chili	(a) 7 (b) 73 925 213 (c) 3 396 979		(a) 4 (b) 10 800 000	(a) 1 (b) 112 123,71 (c) 48 480,23	(a) 17 (b) 3 995 350 (c) 377 900	a) 1 (b) <5 (c) 4,2	(a) 76 (b) 1,5 (c) 0,03	(a) 213 (b) 105 122 417 (c) 4 458 000
Colombia				(a) 3 (b) 116 705,15 (c) 55 124,96	(a) 11 (b) 1 284 120 (c) 98 400		(a) 24 (b) <0,25 (c) 0,76	(a) 43 (b) 10 735 521 (c) 3 356 576 (d) 11 (e) 2(1), 3(10), 7(6)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Ecuador	(a) 3 (b) 31 391 (c) 655 225				(a) 2 (b) 9 200 (c) 4 470		(a) 27 (b) <0,25 (c) 0,27	(a) 64 (b) 2 012 352 (c) 4 823 145 (d) 1 (e) 3 and 7(1)
Guyana							(a) 4 (b) 2,0	(a) 8 (b) 3 198 439
Paraguay					(a) 2 (b) 53 700		(a) 3 (b) <0,25	(a) 6 (b) 449 109 (d) 1 (e) 7(1)
Peru	(a) 3 (b) 91 372 (c) 2 164 600				(a) 2 (b) 1 330	(a) 3 (b) <1 (c) 0,09	(a) 15	(a) 31 (b) 465 031 (c) 7 099 749 (d) 2 (e) 1(1), 2 (1)
Suriname							(a) 1	(a) 5 (b) 420 852 (d) 2 (e) 3 and 7(2)
Uruguay				(a) 1 (b) 156 814,43	(a) 6 (b) 44 410 (c) 8 650		(a) 28 (b) 1,5 (c) 0,49	(a) 47 (b) 2 912 585 (c) 1 897 767
Venezuela	(a) 6 (b) 7 841 128 (c) 24 706 002		(a) 3 (b) 1 770 000	(a) 1 (b) 79 194,00 (c) 11 885,00	(a) 24 (b) 30 307 500 (c) 29 930	(a) 2 (b) <25 (c) 41	(a) 44 (b) 2,5	(a) 127 (a') 1 (b) 76 007 388 (c) 30 333 268 (d) 4 (e) 7and 8 (4)
Central Asia							**(a) 36** **(b) 5,25**	**(a) 79 (a') 1** **(b) 9 798 014** **(c) 36 201 643** **(d) 3** **(e) 2(2) 3, 4 (1)**
Kazakhstan							(a) 22 (b) 3,0	(a) 57 (b) 6 105 392 (c) 4 207 251

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Kyrgyzstan							(a) 3 (b) 2,0	(a) 3 (b) 3 160 000 (d) 1 (e) 3 and 4(1)
Tajikistan							(a) 2 (b) <0,25	(a) 2 (b) 395 000
Turkmenistan							(a) 4	(a) 7 (b) 19 396
Uzbekistan							(a) 5	(a) 10 (b) 118 226 (c) 31 994 392 (d) 2 (e) 2(2)
North East Asia	**(a) 39** **(b) 27 443 842** **(c) 16 359 578**	**(a) 1** **(b) 72 220** **(c) 72 219,4**	**(a) 32** **(b) 64 620 000**			**(a) 18** **(b) 27** **(c) 24**	**(a) 959** **(b) 333,75** **(c) 5,48** **2**	**(a) 1 513 (a') 4** **(b)1 591 136 801** **(c)108 939 887** **(d) 36** **(e) 1(10), 2(4), 4(6), 5 and 8**
China (mainland)	(a) 7 (b) 3 758 409 (c) 8 147 454						(a) 124 (b) 32,0	(a) 139 (b) 54 415 665 (c) 16 260 862 (d) 22 (e) 1 (8), 4(4), 2, 5, 8
China (Hong Kong)							(a) 86 (b) 4 (c) 0,62	(a) 94 (b) 6 467 258 (c) 979 600 (d) 2 (e) 1(2)
China (Maçao)							(a) 7 (b) <0,25	(a) 29 (b) 603 745 (d) 2 (e) 1a 2 and 7(1)
Korea (Democratic People's Rep of)	(e) 4						(a) 2 (b) <0,25	(a) 2 (b) 395 000 (d) 1 (e) 4(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Korea (Democratic Republic of)	(a) 20 (b) 13 725 583 (c) 5 858 263	(a) 1 (b) 72 220 (c) 72 219,4	(a) 14 (b) 34 350 000			(c) 0,2	(a) 342 (b) 161,5 (c) 3,74	(a) 582 (a') 4 (b)1 233 490 167 (c) 102 527 471 (d) 3 (e) 2(2) 4(1)
Japan	(a) 6 (b) 1 731 185 (c) 1 390 136		(a) 5 (b) 140 000			(a) 18 (b) 27 (c) 23,8	(a) 273 (b) 49,5 (c) 1,12	(a) 484 (b) 104 388 575 (c) 37 886 618
Mongolia							(a) 1 (b) <0,25	(a) 4 (b) 411 814
Taiwan	(a) 6 (b) 8 228 665 (c) 963 725		(a) 13 (b) 30 130 000				(a) 124 (b) 86,0	(a) 174 (b) 290 964 654 (c) 4 147 725 (d) 5 (e) 4(3), 1b, 8
South East Asia	**(a) 52** **(b) 86 110 294** **(c) 22 352 059**		**(a) 27** **(b) 17 980 000**		**(a) 22** **(b) 6 147 650** **(c) 4 080 600**	**(a) 76** **(b) < 332** **(c) 316,5**	**(a) 887** **(b) 108,5** **(c) 44,18**	**(a) 1 692 (a') 1** **(b)492 043 709** **(c)254 764 605** **(d) 13** **(e) 1(2), 2(3), 3(5), 7(2)**
Brunei	(a) 1 (b) 720 648						(a) 101 (b) 1,5 (c) 1,23	(a) 137 (b) 9 783 848 (c) 41 295 573
Cambodia							(a) 3 (b) <0,25	(a) 4 (b) 503 696
Indonesia	(c) 55 827		(a) 2 (b) 320 000		(a) 4 (b) 450 340 (c) 42 840	(a) 1 (b) <1 (c) 2,3	(a) 66 (b) 15,5 (c) 4,6	(a) 84 (b) 33 438 941 (c) 27 307 142 (d) 5 (e) 3(4), 7(1)
Lao (People's Dem Republic)							(a) 4 (b) <0,25	(a) 5 (b) 537 485
Malaysia	(a) 16 (b) 76 223 476 (c) 18 692 346		(a) 6 (b) 4 680 000		(a) 7 (b) 3 778 070 (c) 2 323 820	(a) 10 (b) 196 (c) 136,1	(a) 220 (b) 23,0 (c) 26,33	(a) 359 (b) 168 092 527 (c) 92 084 890 (d) 1 (e) 2(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Myanmar							(a) 1 (b) <0,25	(a) 1 (b) 395 000 (d) 2 (e) 1(2)
Philippines	(c) 763 993		(a) 1 (b) 140 000		(a) 4 (b) 1 476 520 (c) 1 070 190		(a) 39 (b) 2,0 (c) 0,01 (e) 2(1)	(a) 60 (b) 5 300 120 (c) 2 144 303 (d) 5 (e) 2(2), 3(1), 7(3)
Singapore	(a) 26 (b) 8 527 547 (c) 2 265 715		(a) 13 (b) 7 170 000		(a) 4 (b) 293 070 (c) 338 420	(a) 61 (b) 133 (c) 176,2	(a) 331 (b) 38,5 (c) 11,96	(a) 646 (a')1 (b)246 259 528 (c) 88 892 580
East Timor								(a) 1 (b) 98 168 (c) 392 000
Thailand	(a) 9 (b) 638 623 (c) 574 178		(a) 5 (b) 5 670 000		(a) 3 (b) 149 650 (c) 305 330	(a) 4 (b) 2 (c) 1,9	(a) 107 (b) 27,0 (c) 0,05	(a) 390 (b) 59 341 795 (c) 2 523 475
Vietnam							(a) 15 (b) <0,25	(a) 21 (b) 1 295 901 (c) 124 149
South Asia			**(a) 2** **(b) 2 540 000**		**(a) 12** **(b) 18 589 760** **(c) 3 010 940**	**(a) 6** **(b) 48,5** **(c) 141,7**	**(a) 1 066** **(b) 100** **(c) 25,38**	**(a) 1 547 (a') 1** **(b) 202 496 683** **(c) 200 800 775** **(d) 164** **(e) 1(101), 2(2), 3(16), 4(30), 7(18)**
Afghanistan							(a) 6 (b) <0,25	(a) 6 (b) 395 000
Bangladesh	(a) 4 (b) 1 168 145 (c) 155 779				(a) 1 (b) 424 590		(a) 25 (b) 1,5 (c) 0,71	(a) 161 (b) 5 151 886 (c) 1 277 579
Bhutan							(a) 1	(a) 2 (b) 856

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
India	(a) 20 (b) 10 100 130 (c) 52 500 047		(a) 1 (b) 1 360 000		(a) 2 (b) 4 658 800 (c) 1 143 880	(a) 3 (b) 30,5 (c) 126,1	(a) 794 (b) 62,5 (c) 24,66	(a) 949 (b) 133 319 587 (c) 196 296 601 (d) 110 (e) 1(102), 2(1) 3(7), 4(8), 6
Maldives							(a) 2 (b) <0,25 (c) 0,01	(a) 2 (b) 395 000 (c) 432 000
Nepal							(a) 22 (b) 6,0	(a) 35 (b) 11 263 453 (d) 1 (e) 3(1)
Pakistan	(a) 5 (b) 9 390 097 (c)19 247 587		(a) 1 (b) 1 180 000		(a) 2 (b) 258 090 (c) 242 580	(a) 3 (b) 18 (c) 15,6	(a) 174 (b) 14,0	(a) 192 (b) 34 940 993 (c) 73 091 831 (d) 54 (e) 1(12), 3(2), 4(12), 7(18)
Sri Lanka	(a) 1 (b) 125 744				(a) 7 (b) 13 248 280 (c) 1 624 480		(a) 42 (b) 15,5	(a) 50 (b) 37 864 021 (c) 2 015 577 (d) 3 (e) 2(1), 3(2)
European Union	**(a) 259** **(b) 294 674 580** **(c) 231 782 919**	**(a) 8** **(b) 4 900** **(c) 4 888**	**(a) 522** **(b) 258 230 000**	**(a) 51** **(b) 8 011 072,22** **(c) 4 431 570,34**	**(a) 309** **(b) 143 717 550** **(c) 131 785 990**	**(a) 210** **(b) < 2 318,1** **(c) 1 181,6**	**(a) 3 704** **(b) 205,5** **(c) 425,4**	**(a) 9 524 (a') 55** **(b)2 766 886 969** **(c)2 090 903 917** **(d) 2** **(e) 1(2)**
Austria	(a) 4 (b) 21 867 899 (c) 643 847		(a) 4 (b) 180 000	(c) 11 490,00		(a) 11 (b) 48 (c) 114,4	(a) 115 (b) 5 (c) 0,52	(a) 451 (b) 87 049 308 (c) 28 885 877
Belgium	(a) 35 (b) 13 397 903 (c) 6 105 367 (incl.exports to Luxembourg)			(a) 22 (b) 6 175 540,00 (c) 2 871 463,94	(a) 13 (b) 3 557 220 (c) 1 042 200	(a) 10 (b) 49 (c) 10,2	(a) 213 (b) 16,0 (c) 10,79	(a) 618 (a') 4 (b) 115 260 940 (c) 73 195 438

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Denmark	(a) 8 (b) 9 169 630 (c) 5 049 893		(a) 11 (b) 5 990 000		(a) 2 (b) 16 500 (c) 121 780	(a) 18 (b) 503 (c) 334,8	(a) 216 (b) 5,5 (c) 20,44	(a) 334 (a') 4 (b) 177 782 367 (c) 92 021 488
Denmark (Greenland)								(a) 10 (b) 30 924
Denmark (Faeroes)								(a) 2 (b) 963
Finland	(a) 1 (b) 4 816 609		(a) 37 (b) 3 080 000		(a) 1 (b) 290 (c) 5 120	(a) 39 (b) 234 (c) 55,5	(a) 184 (b) 4,5 (c) 10,92	(a) 331 (a')1 (b) 60 501 630 (c) 25670008
France	(a) 14 (b) 7 902 949 (c) 33 238 547		(a) 43 (b) 6 120 000	(a) 11 (b) 175 602,00 (c) 161 610,52	(a) 84 (b) 10 042 590 (c) 12 447 570	(a) 20 (b) 750,1 (c) 87	(a) 513 (b) 33,5 (c) 53 96	(a) 1 196 (a') 4 (b) 271 117 559 (c) 162 886 641 (d) 1 (e) 1(1)
Germany	(a) 60 (b) 22 151 134 (c) 31 743 578	(a) 6 (b) 3 720 (c) 3 714	(a) 282 (b) 49 550 000	(a) 7 (b) 1 041 747,78 (c) 370 713,65	(a) 60 (b) 33 658 510 (c) 24 063 990	(a) 47 (b) 108 (c) 235,7	(a) 481 (b) 30,0 (c) 140,91	(a) 1 134 (a) 4 (b) 290 619 950 (c) 1 356 478 423
Greece	(a) 32 (b) 40 733 116 (c) 10 307 769		(a) 37 (b) 162 450 000	(a) 5 (b) 205 823,04 (c) 603 933,23	(a) 7 (b) 16 495 110 (c) 233 430	(a) 5 (b) 96 (c) 122,4	(a) 174 (b) 5,5 (c) 1,08	(a) 410 (a') 7 (b) 594 696 226 (c) 160 736 925
Ireland	(a) 1 (b) 548 019 (c) 548 019				(a) 2 (c) 31 200	(a) 5 (b) 11 (c) 17,5	(a) 190 (b) 4,5 (c) 6,75	(a) 219 (a') 1 (b) 12 691 134 (c) 30 093 835
Italy			(a) 6 (b) 2 180 000	(a) 2 (b) 178 340,00 (c) 178 340,00	(a) 33 (b) 19 346 840 (c) 33 783 090	(a) 11 (b) 21 (c) 16,4	(a) 406 (b) 55,5 (c) 145,42	(a) 1 029 (a') 11 (b) 338 269 954 (c) 383 310 759
Luxembourg	(a) 8 (b) 2 131 618				(a) 20 (b) 26 210 (c) 7 090		(a) 107 (b) 4,0	(a) 212 (a') (b) 14 031 893 (c) 2 965 844
Netherlands	(a) 19 (b) 9 532 450 (c) 6 121 778				(a) 7 (b) 2 769 790 (c) 106 670	(a) 14 (b) 129 (c) 32,2	(a) 309 (b) 19,5 (c) 11,5	(a) 863 (a') 5 (b) 221 240 875 (c) 110 000 989
Portugal	(a) 3 (b) 2 429 093 (c) 2 429 360		(a) 4 (b) 1 500 000		(a) 5 (b) 754 170 (c) 11 912 820	(a) 1 (b) <1 (c) 1,6	(a) 178 (b) 3,5 (c) 4,34	(a) 256 (a') 1 (b) 68 746 803 (c) 29 179 112

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Spain	(a) 43 (b) 23 082 081 (c) 45 840 189		(a) 23 (b) 3 130 000	(a) 3 (b) 216 519,00 (c) 216 519,00		(a) 11 (b) 57 (c) 55	(a) 303 (b) 13,5 (c) 9,31	(a) 790 (a') 1 (b) 135 581 370 (c) 194 203 611 (d) 1 (e) 1(1)
Sweden	(a) 8 (b) 129 494 399 (c) 389 655		(a) 14 (b) 1 810 000		(a) 6 (b) 1 426 430 (c) 1 329 770		(a) 315 (b) 24,5 (c) 9,46	(a) 670 (a') 2 (b) 287 689 834 (c) 87 064 914
United Kingdom	(a) 23 (b) 7 417 680 (c) 89 364 917		(a) 61 (b) 22 240 000	(a) 1 (b) 17 500,00 (c) 17 500,00	(a) 69 (b) 55 623 890 (c) 46 701 260	(a) 18 (b) 311 (c) 98,9		(a) 888 (a') 4 (b) 324 716 611 (c) 350 512 614
Other European countries	**(a) 54** **(b) 75 068 162** **(c) 45 552 752**		**(a) 82** **(b) 87 300 000**	**(a) 46** **(b) 1 342 838,02** **(c) 1 155 205,20**	**(a) 46** **(b) 2 010 000** **(c) 3 027 200**	**(a) 117** **(b) < 4 756** **(c) 444,21**	**(a) 1318** **(b) 257,75** **(c) 72,67**	**(a) 5 877 (a') 40** **(b)1 599 646 421** **(c) 776 392 511** **(d) 37** **(e) 1(6), 2(5), 3(3), 4(4) 7(11), 1a**
Albania							(a) 3	(a) 3
Andorra					(a) 13 (b) 360 000 (c) 7 200		(a) 2	(a) 40 (b) 935 390 (c) 7 200
Armenia							(e) 1(1)	(d) 6 (e) 1(5), 4(1)
Azerbaijan							(a) 6 (b) <0,25	(a) 7 (b) 435 365 (d) 3 (e) 1a(1) 4(2)
Belarus							(a) 3	(a) 7 (b) 71 419 (d) 2 (e) 7(2)
Bosnia and Herzegovina								(a) 2 (b) 1 565 (d) 1 (e) 1a(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Bulgaria			(a) 1 (b) 90 000		(a) 1 (b) 2 500	(a) 2 (b) <1 (c) 0,04	(a) 28 (b) 0,5	(a) 127 (a') 3 (b) 4 165 735 (c) 157 961 (d) 3 (e) 7(3)
Croatia						(c) 5,4	(a) 17 (b) 1,0	(a) 88 (b) 5 002 073 (c) 594 059 (d) 2 (e) 3(2)
Cyprus	(a) 1 (b) 198 538 (c) 5 611			(a) 1 (b) 107 216,49 (c) 83 889,94			(a) 57 (b) 10,0	(a) 82 (a') 4 (b) 16 768 747 (c) 33 079 579 (d) 3 (e) 1(3)
Czech Republic	(a) 2 (b) 2 814 350 (c) 10 060 696			(a) 1 (b) 40 000,00 (c) 22 980,00	(a) 4 (b) 234 100 (c) 84 410	(a) 5 (b) 2 (c) 1,6	(a) 85 (b) 5,5 (c) 1,9	(a) 485 (a') 2 (b) 20 220 607 (c) 28 769 566
Estonia					(a) 1 (b) 28 970 (c) 29 500	(a) 3 (b) 13,5 (c) 4,4	(a) 26 (b) 2,0	(a) 61 (a') 1 (b) 32 833 202 (c) 563 832
Georgia					(a) 1 (b) 760		(a) 5 (b) <0,25	(a) 26 (b) 508 389
Hungary					(a) 2 (b) 16 000	(a) 4 (b) 2 (c) 0,7	(a) 40 (b) 1,0	(a) 222 (a') 1 (b) 12 118 393 (c) 880 456
Iceland						(a) 2 (b) <1 (c) 0,07	(a) 41 (b) <0,25	(a) 70 (b) 1 024°044 (c) 9 901
Latvia				(a) 1 (b) 77 319,59 (c) 82 270,21		(a) 1 (b) <1 (c) 0,4	(a) 17 (b) <0,25	(a) 107 (a') 2 (b) 3 043 628 (c) 206 246 (d) 6 (e) 7(6)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Liechtenstein							(a) 3	(a) 43 (b) 2 064 437
Lithuania						(a) 4 (b) 8 (c) 7,3	(a) 18 (b) 1,0	(a) 104 (a') 2 (b) 7 398 627 (c) 1 283 725
Macedonia (Former Yugoslav Republic of)	(a) 1 (b) 1 441 077 (c) 1 441 077						(a) 3 (b) 1,0	(a) 14 (b) 3 106 030 (c) 1 441 077 (d) 1 (e) 4 and 7(1)
Malta							(a) 35 (b) 1,0	(a) 45 (b) 2 368 887 (c)193 423
Moldavia							(a) 5 (b) 0	(a) 22 (a') (b) 386 715
Monaco							(a) 3	(a) 3
Norway	(a) 8 (b) 22 707 698 (c) 2 026 764		(a) 23 (b) 71 330 000	(a) 42 (b) 920 831,94 (c) 966 065,05	(a) 5 (b) 750 110 (c) 631 260	(a) 56 (b) 119 (c) 357,3	(a) 239 (b) 11,5 (c) 8,11	(a) 752 (b) 150 334 827 (c)81 662 127
Poland	(a) 3 (b) 487 651 (c) 674 968		(a) 3 (b) 770 000		(a) 4 (b) 10 240 (c) 5 960	(a) 4 (b) 1 (c) 0,2	(a) 91 (b) 5,5 (c) 2,23	(a) 352 (a') (b) 20 151 514 (c) 6 032 578
Romania	(a) 2 (b) 1 067 595 (c) 91 138					(a) 1 (b) <1 (c) 0,3	(a) 45 (b) 10,5 (c) 0,01	(a) 184 (a') 1 (b) 30 259 284 (c) 37 103 766
Russian Federation						(a) 6 (b) 1,5 (c) 0,4	(a) 67 (b) 17,0 (c) 0,01	(a) 384 (a') 8 (b) 32 390 484 (c) 1 049 484 (d) 7 (e) 2(3) 7(3), 5c
Slovakia					(a) 1 (b) 18 500		(a) 30 (b) <0,25	(a) 205 (a') 1 (b) 9 221 246 (c) 400 028
Slovenia	(c) 798					(a) 2 (b) <4 (c) 0,5	(a) 22 (b) 0,5	(a) 239 (a') 2 (b) 34 284 472 (c) 15 717 353

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
St Marino								(a) 19 (b) 22 091
Switzerland	(a) 13 (b) 1 129 224 (c) 10 234 302		(a) 37 (b) 8 440 000		(a) 12 (b) 588 710 (c) 1 904 570	(a) 25 (b) 4 598 (c) 64,2	(a) 181 (b) 8,0 (c) 49,95	(a) 1 527 (a') 8 (b) 659 445 117 (c) 809 111 114
Turkey	(a) 24 (b) 45 222 029 (c) 21 017398		(a) 18 (b) 6 670 000	(a) 1 (b) 197 470,00	(a) 2 (c) 364 300	(a) 2 (b) <3 (c) 1,4	(a) 217 (b) 179,0 (c) 10,43	(a) 540 (a') 1 (b)4 710 249 058 (c) 25 8606 602 (d) 2 (e) 2(2)
Ukraine							(a) 20 (b) 1,0 (c) 0,03	(a) 89 (b) 2 836 566 (c) 47 400 (d) 1 (e) 7(1)
Yugoslavia (Federal Republic of)							(a) 9 (b) 0,5	(a) 19 (b) 1 481 680 (c) 210 141
MIDDLE EAST	**(a) 66** **(b) 157 474 252** **(c) 56 795 835**	**(a) 1** **(b) 130 280** **(c) 130 280**	**(a) 21** **(b) 7 100 000**		**(a) 40** **(b) 31 642 320** **(c) 31 730 770**	**(a) 6** **(b) < 36** **(c) 29,4**	**(a) 1 498** **(b) 351,5** **(c) 320,1**	**(a) 2 649 (a') 23** **(b)1 169 138 239** **(c)1 757 849 015** **(d) 97** **(e) 1(20), 2(35), 3(12), 4(9), 5c(1), 6(4), 7(12)**
Bahrain	(a) 3 (b) 311 174 (c) 882 934 (		(a) 2 (b) 270 000		(a) (b) (c) 758 720	(a) 2 (b) <25 (c) 24,6	(a) 61 (b) 4,5 (c) 0,55	(a) 75 (a') 1 (b) 9 633 308 (c) 4 644 573
Egypt	(a) 14 (b) 20 535 816 (c) 1 309 772		(a) 2 (b) 140 000		(a) 9 (b) 3 471 490 (c) 1 327 370		(a) 111 (b) 7,5 (c) 6,01	(a) 320 (a')1 (b) 55 283 242 (c) 50 388 448 (d) 4 (e) 1(3), 4 and 6(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Iran					(a) 1 (b) 1 260		(a) 67 (b) 19,5	(a) 76 (b) 31 472 998 (c) 1 622 235 (d) 27 (e) 1(16), 2, 3, 4 and 6
Iraq							(a) 5 (b) <0 25	(a) 5 (b) 395 000
Israel	(a) 2 (b) 1 795 071 (c) 229 782 (e) 3		(a) 1 (b) 4 310 000		(a) 18 (b) 1 314 190 (c) 487 980		(a) 297 (b) 22,5 (c) 1,51	(a) 784 (b) 84 360 896 (c) 30 033 376 (d) 51 (e) 1b(2), 2(35), 3(12), 4(1), 6(1)
Jordan	(a) 5 (b) 661 741 (c) 552 383						(a) 106 (b) 55,5 (c) 4,58	(a)151 (a') 7 (b) 89 138 846 (c) 14 593 846
Kuwait	(a) 8 (b) 12 305 817 (c) 6 916 019				(a) 2 (b) 4 802 970 (c) 2 808 970		(a) 113 (b) 16,0 (c) 57,95	(a) 167 (b) 45 033 232 (c) 111 722 214
Lebanon	(a) (b) (c) 223						(a) 9 (b) <0,25	(a) 25 (b) 3 597 211 (c) 1 500 116 (d) 4 (e) 4(2), 3, 7
Oman	(a) 14 (b) 516 792 (c) 404 103		(a) 3 (b) 20 000			(a) 2 (b) <10 (c) 1,7	(a) 158 (b) 121,0 (c) 24,29	(a) 439 (a') 6 (b) 208 551 544 (c) 56 502 500 (d) 1 (e) 5c(1)
Qatar	(a) 1 (b) 2 303 (c) 9 662		(a) 8 (b) 950 000				(a) 83 (b) 1,5 (c) 3,59	(a) 126 (a') 2 (b) 6 089 770 (c) 26 216 614

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Saudi Arabia	(a) 13 (b) 119 155 045 (c) 251 430				(a) 3 (b) 21 997 040 (c) 26 295 030	(c) 2,2	(a) 138 (b) 20,5 (c) 161,36	(a) 272 (a') 2 (b) 403 653 122 (c) 660 577 277
Syria	(c) 13 572 758	(a) 1 (b) 130 280 (c) 130 280					(a) 15 (b) 0,5	(a) 17 (b) 920 280 (c) 13 703 038 (d) 1 (e) 7(1)
United Arab Emirates	(a) 6 (b) 2 190 493 (c) 32 666 769		(a) 5 (b) 1 410 000		(a) 7 (b) 55 370 (c) 52 700	(a) 2 (b) <1 (c) 0,9	(a) 325 (b) 81,5 (c) 60,26	(a) 466 (a') 4 (b) 198 986 127 (c) 776 453 325 (d) 1 (e) 7(1)
Yemen							(a) 7 (b) 0,5	(a) 13 (b) 3 873 338 (c) 29 191 (d) 1 (e) 7(1)

Regions Countries	**Member States**							
	Italy	**Luxembourg**	**Netherlands**	**Portugal**	**Spain**	**Sweden**[7]	**United Kingdom**[8]	**TOTAL EU per destination**[9]
Oceania	**(a) 25** **(b) 5 508 810** **(c) 3 904 412**		**(a) 10** **(b) 1 130 000**	**(a) 1** **(b) 216 907,22** **(c) 452 960,18**	**(a) 2** **(b) 82 000** **(c) 1 680**	**(a) 31** **(b) 76** **(c) 75,7**	**(a) 547** **(b) 26,25** **(c) 121,43**	**(a) 985 (a') 3** **(b) 135 980 116** **(c) 220 827 683**
Australia	(a) 13 (b) 5 335 083 (c) 2 464 353		(a) 6 (b) 950 000		(a) 2 (b) 82 000 (c) 1 680	(a) 26 (b) 73 (c) 70,2	(a) 343 (b) 25,0 (c) 119,80	(a) 660 (a') 1 (b)123 975 524 (c) 214 841 948
Fiji							(a) 2	(a) 2
New Zealand	(a) 12 (b) 173 727 (c) 1 440 059		(a) 4 (b) 180 000	(a) 1 (b) 216 907,22 (c) 452 960,18		(a) 5 (b) 3 (c) 5,5	(a) 196 (b) 1,0 (c) 1,63	(a) 318 (a') 2 (b) 13 391 955 (c) 5 074 134
Papua New Guinea							(a) 5 (b) <0,25	(a) 7 (b) 39 500 581
Samoa							(a) 1	(a) 1
TOTALS per Member State	**(a) 638** **(b) 862 985 992** **(c) 554 144 372** **(d) 21** **(e) 1, 3, 4, 5, 6 and 7**	**(a) 11** **(b) 218 306** **(c) 218 293** **(d) 1** **(e) 4 and 7**	**(a) 848** **(b) 651 330 000** **(d) 14** **(e) 1(1), 2(2), 3(11), 4(8)6(4), 7(3)**	**(a) 223** **(b)19 277 015,77** **(c)10 631 641,85** **(d) 1** **(e) 4**	**(a) 663** **(b) 340 823 070** **(c) 231 184 580** **(d) 29** **(e) 3, 4, 7 and 9**	**(a) 577** **(b) 23 900** **(c) 3 060** **(d) 16** **(e) 2(4), 2 and 3 (1); 3(2), 4(6), 6(1), 7(2)**	**(a) 8 627**[10] **(b) 1 932,75** **(c) 1 532,89** **(d) 233** **(e) 1(143), 2(51), 3(1) 4(12), 5(1), 7(25)**	**(a) 25 458 (a') 158** **(b) 10 066 025 154** **(c) 6 978 335 350** **(d) 453** **(e) 1(156), 2(67), 3(65), 4(61), 5(3), 7(85), 8(21)**

[10] Some licences issued specify more than one destination country. This means that the total numbers of licences approved and refused is lower than the sum of all licences approved and refused in the entries for each destination country and region.

TABLEAU B

Nombre total de consulations initiées et nombre total de demandes de consultations reçues par État membre

État membre	**Nombre de consultations initiées**	**Nombre de demandes de consultations reçues**
Autriche	4	1
Belgique	4	0
Danemark	0	2
Finlande	4	3
France	13	12
Allemagne	9	8
Grèce	0	0
Irlande	0	0
Italie	7	4
Luxembourg	0	0
Pays-Bas	1	3
Portugal	0	0
Espagne	0	0
Suède	0	6
Royaume-Uni	5	6
TOTAL	**47**	**45**

TABLEAU C

Les rapports nationaux sur les exportations d'armes sont disponibles sur support papier ou sur Internetaux aux adresses suivantes:

Belgique:	diplobel.fgov.be
Danemark:	Ministry of Foreign Affairs, N 4, Asiatisk Plads 2, DK-1448 Copenhagen K, Denmark ou www um dk
Finlande:	www.puolustusministerio.fi
France:	www.defense.gouv.fr/actualités/dossier/d49/index.html
Allemagne:	www.bmwi.de, sélectionner "politikfelder", sélectionner Aussenwirtschaft & Europa", sélectionner "Exportkontrolle"
Irlande:	www.irlgov.ie/iveagh
Italie:	www.camera.it, sélectionner "attività parlamentare", sélectionner "lavori", sélectionner "documenti parlamentari", sélectionner "doc LXVII"
Pays-Bas:	www.exportcontrole.ez.nl
Portugal:	www.mdn.gov.pt
Espagne:	www.mcs.es/sgcomex/mddu
Suède:	www.utrikes.regeringen.se/inenglish/pressinfo/information/ Publications.htm
Royaume-Uni:	www.fco.gov.uk